

Le libertaire

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à SOUSTELLE

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE

9, RUE LOUIS-BLANC. — PARIS (10°)

Chèque postal : Soustelle 516-67 Paris

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE :	POUR L'ÉTRANGER :
Un an . . . 10 fr.	Un an . . . 15 fr.
Six mois . . 5 fr.	Six mois . . 8 fr.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à André COLOMER

A BAS LES ASSASSINS DE LA RUHR!

D'Essen à la rue de Rome

Encore une fois le sang vient de couler dans la Ruhr. Et cette fois-ci, à Essen, plus abondamment que jamais, c'est du sang de travailleur, du sang d'exploité, que les balles françaises ont fait verser.

Cinquante ouvriers sont tombés. Treize sont morts. Des prolétaires ont été assassinés dans leur usine par ces « braves pionsniers » que l'Humanité exulte et que l'Action Française, accompagnée de toute la presse sans distinction de nuances politiques, depuis le *Matin* et l'*Ouvrier* jusqu'à l'*Intransigeant* et l'*Echo de Paris*, glorifie.

« Apologie de fait qualifié crime » — en voilà une, je crois, d'importance et d'indéniable celle-là, qui ne trouvera cependant pour la poursuivre aucun juge dans aucun Etat. Seul l'individu de conscience libre, l'anarchiste, peut encore la dénoncer sans crainte.

Auparavant décrivons le crime :

Des ouvriers sont chez eux, dans leur ville. Ils travaillent dans leur usine. Des troupes en armes — de quelle nationalité, peu importe ! — envahissent la contrée, campent dans leurs maisons, pénètrent jusque dans leurs ateliers et prétendent les faire travailler sous la menace des baïonnettes. Les producteurs s'indignent. Des cris de révolte sont poussés. Des militants syndicalistes s'offrent comme médiateurs. Les fusils des soldats se brisent. Un ordre d'officier. Le feu des balles. Cinquante corps gisent sur le sol parmi les cris d'effroi. Treize prolétaires sont morts.

Du côté des troupes — pas une blessure, pas une égratignure.

Le crime n'est-il pas évident ? C'est un assassinat inexcusable, un assassinat prémédité. Les coupables ? D'abord ceux qui ont tiré : les « pionsniers » chers à l'Humanité, ces brutes qui ont tué sans raison, contre toute raison, par bêtise ou par lâcheté. Ensuite l'officier qui a donné l'ordre du tir, d'un sec commandement inhumain. Puis tous ceux qui, gradés ou subalternes, chefs ou employés, militaires ou fonctionnaires, cheminots ou postiers, résistent à l'occupation de la Ruhr. Et tous ceux, enfin, qui, journalistes ou lecteurs, bergers ou troupeaux de l'opinion publique, acceptent avec enthousiasme ou résignation l'idée de cette entreprise de brigandage collectif que M. Edouard Heisey, par un habile euphémisme, appelle un « geste de coercition et de sécularité ».

Treize nouveaux cadavres viennent d'enrichir le charnier de nos professionnels du massacre. L'Homme de Mort, celui qui porte déjà la hantise des millions de jeunes corps pourris de sa Grande Guerre, vient d'ajouter treize spectres nouveaux aux nuits de cauchemar que je lui souhaite.

Mais, en attendant, M. Poincaré ricane pour se donner du cœur. M. Poincaré injurie pour s'assurer la voix. M. Poincaré fait arrêter les révolutionnaires pour se rassurer et pour ne pas perdre en outre l'amitié de sa chère « Terreur » de la rue de Rome.

Il continue dans le meurtre avec persévérance, avec fatalité. Il s'acharne dans l'assassinat des peuples qui est devenu pour lui — c'est Daudet qui le dit — une « logique politique » dont les gens d'Action Française sont « les modestes serviteurs ». Voilà l'aveu : M. Poincaré et Daudet forgent l'instrument et le mettent entre les mains d'un Poincaré. Celui-ci n'est que l'exécuteur ou plutôt le grand chef d'exécution.

Treize ouvriers ont été abattus par ordre de l'Action Française, par les soins du gouvernement français, par l'œuvre des soldats français. Treize familles de prolétaires pleurent des pères, des fils, des époux, des frères. Et voici ce que M. Daudet en pense dans son article du 2 avril, nous révélant ainsi deux noms de fameux complices à retenir encore par les révolutionnaires :

De même, et pour être équitable, il convient de reconnaître que Maginot — que nous avons toujours jugé ici à sa valeur — a mené l'opération militaire avec une habileté toute proussulaire. Les abjectes injures des ennemis de l'intérieur doivent être à ses oreilles une douce musique. L'affaire de la Ruhr le classe, ce n'est pas douteux. De même que sa gestion de 1920, prévoyante et ferme, ses sentiments à la Chambre, et ses campagnes du Journal avaient classé André Lefèvre. La Défense nationale a la deux hommes sur lesquels elle peut compter.

Avec Daudet et Maurras nous tenons

enfin les provocateurs des assassinats de la Ruhr — les porte-parole officiels de tout ce qui dans la haute industrie française veut impérieusement la politique de haine nationale et de brigandage capitaliste dont la conséquence logique est l'explosion d'une nouvelle guerre mondiale.

De l'avis de Léon Daudet, « L'OPÉRATION DE LA RUHR EST UNE AFFAIRE DE LONGUE HALEINE. ELLE NE SERA STABILISÉE NI LE 8 MAI QUI VIENT, NI VRAISEMBLABLEMENT LE 8 MAI 1921 ».

Enregistrons, camarades. Telle est la volonté des conseillers intimes du chef du gouvernement français.

Cependant... des millions se dépensent dans l'aventure, la vie renchérit de jour en jour, le mécontentement grandit parmi les prolétaires de toutes professions. Les mouvements de grève se multiplient.

Ohé, les gars de France et d'Allemagne, travailleurs des deux pays, puisque M. Daudet nous parle des premiers jours de mai, est-ce que cette date ne vous dit rien, à vous ? Et ne songez-vous pas, en vous rappelant les heures héroïques de Chicago et celles du 1^{er} mai 1919, à « stabiliser » enfin à votre façon l'opération de la Ruhr, non pas selon la « logique politique » de MM. Maurras et Poincaré, mais selon une logique que vous êtes propre, une logique toute révolutionnaire qui laisserait, peut-être, sur le pavé des villes d'autres cadavres que ceux des producteurs ?

André COLOMER.

RÉVOLTE !

Les vieux exultent. Leur sadisme exacerbé, qui fait d'eux des patriotes féroces, a lieu d'être pleinement satisfait... pour quelques jours.

À Essen, leurs menées viennent d'aboutir à une nouvelle action d'éclat qui confirme la politique criminelle qu'ils ont imposée à notre malheureux pays : treize ouvriers allemands ont été assassinés par les troupes d'occupation ; quarante autres grièvement blessés. Des gosses se trouvent maintenant sans papa ; des femmes, des mères (à ajouter à la liste déjà trop longue des victimes de la boucherie) sont plongées dans la misère et la désolation.

Il paraît que c'est nécessaire qu'il y ait de temps en temps quelques petits exploits de ce genre pour reconstruire les régions dévastées. Les dix-sept millions d'hommes tués pendant cinq années de folie meurtrière ne suffisent plus à l'appétit sanguinaire de ceux qui ont juré de convertir la terre en une vaste nécropole.

Le pire de tout, c'est l'indifférence avec laquelle les ouvriers français accueillent cette information.

Le mensonge que les gouvernements et les pisse-copie à leur solde ont déversé depuis une dizaine d'années ; les hurlements de haine sauvage et les quotidiennes excitations à la tuerie qu'ils impriment dans leurs journaux dits d'information, ont tellement annihilé le sens critique du peuple — ce continu réservoir de chair à mitraille — que l'annonce des fusillades d'Essen n'a pas suffi pour lui ouvrir les yeux sur les dangers de guerre imminente qu'elle comporte.

La guerre, avec ses hécatombes gigantesques, a tellement perversité les cœurs que l'on n'a pas entendu cette formidable rumeur d'horreur et de réprobation qui devait jaillir si spontanément du cœur populaire.

Somme, nous tombés si bas que plus rien ne nous émeut ?

Allons-nous continuer plus longtemps à laisser assassiner nos frères allemands ? Allons-nous laisser nos gouvernements réaliser leur gageure d'amener les deux peuples à s'entre-tuer de nouveau ?

Il est temps d'organiser une sérieuse résistance aux menées chauvines. Il est temps de nous dresser face à la meute assassine et de lui crier en lui barrant le chemin : « Tu n'iras pas plus loin dans le crime ! »

Nous autres, anarchistes, qui avons su résister à la vague rouge de 1914 ; nous qui avons su — alors que nous étions couverts d'injures et de menaces de mort — tenir haut et ferme le drapeau de l'Humanité fraternelle ; nous qui avons fait entendre continuellement au mépris de toutes les calomnies et de toutes les magistratures, la parole de paix et de révolte — nous souffrons plus que quiconque de ces massacres d'Essen.

Et nous nous devons encore une fois de nous dresser de toutes nos forces, de toutes nos énergies agissantes pour contre-

Il est temps que nous organisions la vaste campagne d'agitation qui doit aboutir — sous peine de faillite de toute idée émancipatrice — à l'insurrection qui balayera toute la racaille chargée.

Un grand effort est à accomplir. Il ne sera pas trop de toutes nos forces, de toute notre volonté pour mener à bien notre tâche.

Il nous faut entreprendre une campagne dans l'armée. Il faut faire entendre aux soldats quelques paroles de vérité pour leur faire comprendre tout l'outrage du rôle qu'on leur fait jouer en ce moment.

Il faut qu'ils sachent qu'ils ne sont actuellement que les chiens de la meute guerrière qui veut à tout prix chasser le gibier populaire.

Il faut qu'ils comprennent enfin que tous leurs actes se tournent contre eux-mêmes, et que la passivité dont ils font preuve ne peut aboutir qu'à une nouvelle guerre dont ils fourniront le contingent de cadavres.

Disons-leur que les ouvriers allemands ont le droit de se révolter contre ceux qui viennent faire de leur existence un perpétuel enfer et que le régime qui leur est infligé par les troupes d'occupation leur fait un devoir de s'insurger contre ce nouvel esclavage.

Démontrons-leur — preuves en mains — que c'est bien aux ouvriers allemands — aux ouvriers seuls, à l'exclusion de tout capitaliste — que sont destinés les coups de la soldatesque d'état-major ; que si les autorités d'occupation en veulent tant aux prolétaires rhénans, c'est parce que ceux-ci n'ont pas accepté de servir leurs visées impérialistes.

Et, enfin, faisons-leur comprendre que la seule réponse logique qu'ils doivent faire à tout commandement de tirer sur les ouvriers allemands, c'est de mettre la crosse en l'air et de faire cause commune avec leurs frères en esclavage.

Les temps ne sont plus aux discussions vaines. L'heure de l'action sonne et nous appelons à l'ouvrage.

FÉDÉRATION DES JEUNESSES SYNDICALISTES DE LA SEINE

avec le concours de la C. G. T. U. et de l'U. D. S.

Contre le maintien de la classe 21 Contre le départ de la classe 23

On maintient une classe, une autre va partir. Ces messieurs du Comité des Forges ont encore besoin de chair à mitraille pour s'enrichir un peu plus.

De nombreux régiments manifestent et réclament la libération.

Travailleurs, allez-vous rester indifférents ?

Non !

Avec nous, vous viendrez protester.

Avec nous, vous vous déclarerez solidaires de tous ceux qui se révoltent en assistant au

GRAND MEETING

qui aura lieu le SAMEDI 7 AVRIL, à 20 heures 30

Grande Salle de l'Union, 33, rue Grange-aux-Belles

DONDICOL COLOMER BROUTHOUX FERRÉ et LHOMME

Secr. de la C.G.T.U. Féd. du Spectacle U.D.S. Féd. des J.S.

AMNISTIE

Nous l'attendons encore. Bientôt cinq années que l'horrible tuerie a cessé, et les bagnes d'Afrique et les prisons de France sont toujours pleins de ceux qui, pour des motifs presque toujours futiles, ou pour des cas de conscience, y furent jetés.

Cinq ans... Sait-on ce qu'ont été ces cinq années pour ceux qui subissent la dure discipline des chauchous ou la promiscuité infecte des geôles ? Avons-nous entendu les plaintes de ces pauvres hommes, les uns jeunes, les autres presque des vieillards, qu'avissent les prisons ?

Nous avons continué à vivre notre vie mesquine, sans penser que chacun de nous aurait pu aussi bien être à leur place. Notre conscience, abâtardie, atrophiée par les sophismes de ceux qui ont intérêt à nous tromper, n'entrevoit plus l'horreur des enfers dans lesquels souffrent et meurent des milliers de nos frères.

Car ils sont de nos frères, ceux qui restent là-bas ! Les plus larges mesures de clémence ont été individuellement accordées aux riches ou fils de riches ayant fait les mêmes gestes. Ils sont revenus dans leurs foyers. Nos fils, nos frères, nos frères continuent à crever sous le militarisme féroce. On croirait, vraiment, que ces fils n'ont plus de pères, que ces frères n'ont plus de frères, que ces pères n'ont plus de fils, que les femmes n'ont pas de maris, pas d'amants dont ils attendent la libération !

Des hommes — des bandits que l'histoire flétrira ignominieusement — ont fait tuer des milliers d'hommes, leurs semblables ; ils continuent à maintenir sous la chienne des milliers de nos frères, qui furent les meilleurs, les plus intelligents de la nation.

Il faut libérer ceux-ci ; il faut crier d'un bout à l'autre du pays, un seul cri s'élève, comme un présage de catastrophe, il faut renouer le pays dans ses fibres les plus intimes. Il est urgent que, dans chaque centre, se constitue au plus tôt un Comité d'amnistie, qu'il entreprenne, d'accord avec notre Comité, ou sans lui, toutes les actions nécessaires. Il faut que, chaque jour, chaque heure, comme on l'a déjà fait, on présente au peuple, qu'on lui explique les cas-types des Martyrs, des Roland, des Cottin, des Janc Morand. Il faut qu'il sache, le peuple, qu'il ne se fût de lui en haut lieu, que s'il continue à se laisser faire, ce sera demain celui qui meurt ou qui meurt, mais qui n'a pas de conscience, qui sera victime des bandits qui nous gouvernent.

Il faut réagir. Il y a d'ailleurs beaucoup à faire, parfois plus urgentes ou qui semblent l'être. Mais celle-ci est de toute utilité, de nécessité première. Le fait de sauver quelques milliers de nos frères du bûcher par suite de la guerre devrait faire rougir chaque guerrier. Si nous étions, comme on le prétend, le peuple le plus intelligent de la terre, nous ne supporterions pas plus longtemps une telle infamie.

Allons, les pères ; allons les fils, les frères ; allons, ouvriers, paysans, libérez les vôtres ! Exigez l'amnistie !

Le Comité général d'Amnistie. Pour la correspondance, s'adresser à Flotter, 46, boulevard Beaumarchais, Paris. Envoyez les fonds à Fiandra, 33, rue de la Grange-aux-Belles, à Paris.

Groupe Anarchiste du 15^e Arrondissement

Contre les menaces de guerre

Pour la Paix des Peuples

Pour l'Amnistie intégrale

GRAND MEETING

Le samedi 7 avril, à 20 h. 30

Salle Garguier, 20, rue Ordener

Prendront la parole : Boudoux, Fister, Férardel, Gané

L'Esclavage sanglant

Pour entraîner au combat d'enthousiasme volontaires, point n'est besoin de coercition. Pour gagner des batailles avec des troupes recrutées par la violence, il faut, au contraire, tenir les hommes par une discipline de fer. La discipline constitue la force principale des armées, dit le règlement militaire. En effet ! Elle seule peut remplacer la vocation guerrière qui manque au soldat moderne.

En imposant l'obéissance passive, on réduit à zéro les droits de l'individu. Lorsqu'il entre à la caserne, l'homme perd toute liberté. La moindre velléité de pensée indépendante, d'activité spontanée devient, chez lui, criminelle. On lui enseigne à tuer régulièrement... on le menace, on l'injurie, on le met en prison ; on lui dit que c'est un honneur ; et, s'il ne veut point s'honorer de cette manière, on le fusille. Pour un mot, pour un geste, on peut l'envoyer crever dans les chiourmes. En cas de troubles, il doit assassiner parents et amis.

« Vous êtes miens, disait cyniquement Guillaume II aux soldats de sa Garde — et si j'avais... à vous commander de fusiller vos frères, vos pères, vos mères, vous devez m'obéir ». En République, les gouvernements ont la prudence de garder pour eux-mêmes de telles réflexions. Mais, en pratique, le troupeau d'une démocratie — ou même d'un Etat soi-disant prolétarien — doit, à l'occasion, tout comme celui d'un monarque, — fusiller ses frères, père et mère.

Dans les guerres, on l'expédie n'importe où, massacrer n'importe qui, pour des raisons qu'il n'a pas à connaître. Sur le champ de bataille, on dispose de sa conscience puisqu'il doit tuer malgré la révolte de son instinct et de sa raison. On dispose de sa vie qui peut fort bien dépendre d'un calcul mesquin de gouvernement. Un exemple : Après l'échec de l'offensive du 16 avril 1917, on lance les attaques spéciales des 4 et 5 mai devant Craonne et Laffaux.

Pourquoi ? « J'avais décidé, dit Poincaré, de ne remplacer le général en chef qu'après un succès au moins d'estime qui lui sauverait la face. Si les résultats des nouvelles batailles étaient médiocres et chèrement payés, du moins les apparences étaient sauves. Le nom historique de Craonne sonnait bien dans les communiqués. Sur mes instructions, la presse, du 5 au 10 mai, célébra la victoire de Craonne. » 25.000 cadavres pour sauver la dignité de Nièvre et pour que Craonne sonne dans les communiqués ! La vie du soldat est également à la merci d'une folle ou imbécile conception de stratégie, d'un caprice d'officier, d'une erreur d'une trahison parfois. Les codes militaires ne peuvent point, en effet, sans nuire à la discipline, excuser la désobéissance quel qu'en soit le motif. « La discussion des ordres qu'ils reçoivent ne peut être tolérée aux soldats », remarquait A. Lefèvre (28 juillet 1920), et il s'élevait contre « la théorie de la pensée libre dans une armée en guerre » (22 juillet 1920). Malheur donc au soldat qui a osé ne pas exécuter les ordres d'un incapable, d'un fou ou d'un vendu — même si l'incapacité, la folie ou la trahison sont officiellement reconnues après coup.

L'homme devient, par cette mise en tutelle de tous ses modes d'activité, « un pion sur un échiquier », un jouet, un pantin dont les chefs tirent les ficelles pour un jeu tragique.

« Une poupee qui vous tue en trois temps : arme, ajuste, fait feu ».

Quel général oserait lancer un ordre d'attaque si, au lieu d'un uniforme, d'un fusil, d'une baïonnette, il voyait, dans chaque troupeur « un être de chair frissonnante et fragile et qui est plein d'une pensée profonde, plein de souvenirs et plein d'une foule d'images » ?

Mais comment reconnaître l'homme dans cet instrument passif qu'est le soldat ? La dégradation est si complète que le mépris est tout naturel. La plupart de ceux qui chantent, du bout des lèvres, la gloire des héros-automates n'ont que dédain pour eux au fond du cœur. Napoléon déclarait que la vie de deux cent mille grognards était sans importance. Le professeur Cijffich, de l'Université de Belgrade, prétendait en 1913, qu'« un peu de sang de troupeur ne compte pas ». — Charles Humbert, au contraire, disait avoir le plus grand souci du poilu mais comme d'« une matière précieuse à économie ».

ser dans l'intérêt de tous ». Même langage chez Clemenceau : « Ménagez les troupes, conseillait-il en 1915. Le moindre jeune homme aux muscles d'acier, au cœur de fer vous servira d'avantage que tous les canons lourds ». Ainsi, on considère le soldat comme n'ayant point de valeur intrinsèque. On ne le respecte pas ; on le ménage uniquement dans la mesure où on le juge utile.

Voilà pourquoi furent si rares les vrais cris d'humanité qu'arracha l'interminable tuerie géante de ces dernières années. « Il est convenu », avait déjà constaté A. de Vigny, — que ceux qui meurent sous l'uniforme n'ont ni père, ni mère, ni femme, ni amie à faire mourir dans les larmes. C'est un sang anonyme... On s'en inquiète peu. L'assassinat de quelques civils — ou même l'incendie de la bibliothèque de Louvain, la destruction de la cathédrale de Reims (« Notre-Dame de France ! ») indignèrent les intellectuels de l'Entente mille fois plus que l'agonie, la mutilation, l'exécution d'innombrables soldats innocents.

Il est deux catégories de forçats dans les armées.

Les uns (engagés ou mobilisés) acceptent, — par une adhésion libre de leur volonté, — le rôle d'outil. Vigny prétendait que cette servitude, — consentie parce que jugée nécessaire, — n'est pas sans grandeur. Cette opinion serait peut-être fondée si la subordination était conditionnelle et temporaire en même temps que volontaire. Mais la subordination militaire est « inconditionnelle » et irrévocable. Or, s'engageant à obéir, sans réserves à n'importe quels chefs et à n'importe quels ordres est une monstrueuse absurdité. Céder à d'autres hommes la possession et la maîtrise de soi pour des fins variables, inconnues d'avance, s'abaisser par une sorte de suicide au rang de chose passive — utile ou nuisible suivant les volontés des maîtres, — où donc est la grandeur d'une pareille abdication ? Vigny lui-même ne peut s'empêcher d'ironiser sur « le calme parfait du soldat et de l'officier qui est précisément celui du cheval mesurant noblement son allure entre la bride et l'éperon et fier de n'être nullement responsable ».

D'ailleurs, la plupart des soldats sont loin d'accepter, — librement et en toutes circonstances, — leur servitude. Ils la subissent. Ils sont enchaînés, rivés à leur place dans le troupeau par l'abrutissement et par l'épouvante. Il faut annihiler leur pensée : « Si on pensait, on pourrait jamais se faire casser la gueule. » C'est pour que vous ne pensiez point que voici le cuisinier avec la gniolle. (R. Lefèvre : *La guerre des Soldats*).

Il faut, avant tout, effrayer : « L'héroïsme », écrivait le Docteur Klein en juin 1915 — est une plante rare. On ne bâtit sur lui aucune armée du peuple. On a besoin que l'homme ait, devant les supérieurs, plus de crainte que devant l'ennemi. — Le soldat — dit également A. France — obéit parce qu'il est sujet à la peur et, de tous les animaux domestiques, le plus doux, le plus riant, le plus docile. »

La lâcheté des troupes permet les grandes victoires, car la menace du bûcher et du « poteau » donne aux pleurs des apparences de héros. Nest-il point vrai, glorieux rescapés qui, dans les attaques, « fuyiez en avant, semblaient aux bêtes oubliées dans un incendie et qui bondissent devant les flammes » ? Sans le gendarme et le fascicule, sans les conseils de guerre et les pelotons d'exécution, combien d'entre vous eussent consenti à piétiner, — durant plus de quatre années, — les bones ensanglantées de l'Yser, de Verdun, du Champagne, de la Somme ?

Combien pitoyables, des martyrs sans la foi ! Combien méprisables, des assassins par frousse ! L'obligation militaire « rend les hommes abjects, semblables aux esclaves d'un roi de l'Afrique Centrale ». Le guerrier contemporain est frère du gladiateur antique. Dans les arènes de Rome, hoplites, rétiaires, samites, — poussés les uns contre les autres par les lances des stagyrobolores, se massacraient à regret, aux applaudissements du peuple qui ovationnait « les misérables vainqueurs ».

Amis ! Les soldats se massacrent.

erent à regret comme les gladiateurs — et les foules regardent avec « les se-
courses » des spectateurs du Colisée. Elles assistent, sans protester, à la res-
tauration, sur une vaste échelle, de la forme la plus hideuse de l'esclavage ro-
main : l'esclavage sanglant du cirque !
J. CALY.

Au service de Daudet

On refuse la liberté provisoire à Mercereau et à Chauvin

Le gouvernement est bien à la merci des gens de l'Action Française. Tous les caprices de Daudet, toutes les marottes de Maurras ont, coûte que coûte, force de loi républicaine, par la frousse d'un Poincaré.

Il était déjà scandaleux qu'on eût poursuivi nos amis Mercereau et Chauvin pour un article où ne se relevait que la générosité des sentiments et la noblesse de pensée. Il fallait, pour rendre plus évidente encore la domesticité gouvernementale à l'égard des chefs de la Réaction, une arrestation préventive contraire à tous les usages en matière de délit de presse.

Et voici que s'aggrave encore le cas. Le Procureur de la République vient d'apposer une fin de non recevoir à la demande de mise en liberté provisoire formulée par M. Henry Torrès pour Brutus Mercereau et Chauvin. Nos camarades attendront en prison le jugement que l'Action Française exige et prophétise cyniquement dans ses colonnes : c'est-à-dire une condamnation.

Tout ça parce que Léon Daudet fut traité de « machémerde » par Brutus Mercereau.

Ainsi s'instaure en France, au bénéfice du directeur de l'Action Française, le crime de lèse-majesté.

Deux pays...

Brutus Mercereau et Chauvin devaient comparaître hier devant la 11^e Chambre correctionnelle.

Nos deux camarades s'étant pourvus devant la Chambre des mises en accusation l'ordonnance du réjet de leur liberté provisoire, l'affaire a été renvoyée au 29 avril.

Propos d'un Paria

La date du 1^{er} avril, jour de Pâques, est à retenir. L'Action Française de ce jour-là a laissé tranquille le cadavre, qui n'en peut mais, du cher et regretté Plateau.

Manifestement, le journal des professionnels de la provocation a meurtre se dégonfle. Léon Daudet et son joujou compère Maurras seraient-ils donc à court d'imagination ?

Ce serait dommage. Il faut souhaiter qu'après quelques jours de repos accordé aux ménages surmenés de ces agréables humoristes, une trouvaille originale, dont ils ont le secret, lui fasse rebondir l'intérêt du feuilleton dont le nommé Pujos semble être le fossoyeur. Ce pauvre diable, en effet, que la douleur, le remplacement de dernière catégorie ; il n'a pas la manière !...

Une affaire de cette importance dans laquelle l'anarchie, au service de la police, elle-même à la solde de l'Allemagne, raye du nombre des vivants le chef des bourgeois royalistes ; un scénario aussi bien écrit ne doit pas finir par un lamentable fiasco.

Quand on a prouvé d'aussi éclatante façon la complicité pro-allemande de l'Europe, du Grenier de Gringore, de Caillaux (cf. Mme Bernheim de Havis appelée avec une grâce tout chevaleresque d'ancien régime à « femme de traître » par la bourgeoisie hydrophobe, on ne doit pas, on ne peut pas s'arrêter en si bon chemin.

Quand on écrit que l'Allemagne avait été désignée par moyen de tirage au sort, au cours d'un banquet anarchiste, pour exécuter Léon Daudet on ne peut en rester là. Il faut préciser, prouver, citer des témoins.

Je présume que l'employé du Marius d'écarter à page son pris une aussi sensationnelle révélation. Mais je ne serais pas autrement surpris que ces messieurs de la rue de Rome n'en aient pas eu pour leur argent !...

Pauvre Dentier de Jeanne d'Arc !... En attendant, on arrête à tort et à travers, sans cause, pour complaire à la bande de funestes qui, au nom de la Patrie, ne rêvent que sang et carnage — pour les autres.

Le nom de Germaine Bertin, comme celui de Cottin, ne pourra plus être écrit dans une feuille anarchiste sans attirer les foudres répressives. « Apologie qualifiée critique », quel étrange abus de ce qualificatif, alors que des feuilles réclament pour Blangin, « le brasseur de noirs », le bâton de maréchal !... Va-t-on les poursuivre pour cette apologie ?

Non, car tout ou faire guer par masses pour satisfaire les appétits des gros industriels, on même pour rien, pour le plaisir, pour la joie, pour le spectacle, le merveilleux quand on regarde de loin à la lunette les vagues d'assaut se succéder et se briser contre les mitrailleuses !... guer de cette manière n'est pas « qualifiée » crime, c'est moral, héroïque et hautement magnifié par les patriotes en pantalons de l'arrière, les Daudet, les Maurras et les autres.

Il est inconcevable que les auteurs de ces actes collectifs ne comprennent pas encore sur quelle bête immense, déconcertante, se basent les dictateurs bourgeois ou autres, pour les pousser à tuer ou à se faire tuer !...

Pour la Patrie, pour la France, en face du diable, pour l'Allemagne, et allez donc !... Et le sang coule et les Stinnes, les Krupp, les Schneider et leurs semblables ramassent dans ce sang l'or infini avec lequel ils paient les panthons de la politique, leurs valets.

Contre ces abominations compatibles au régime capitaliste et à tous les régimes autoritaires, nous voulons opposer la conscience individuelle de chacune des victimes de cet état de choses monstrueux.

Un acte collectif mais imbécile exécuté suivant les ordres des maîtres, nous voulons opposer l'acte collectif des individus conscients, groupés et agissant dans un sens libérateur et voulu par tous.

Et cet acte-là sera la Révolution, la vraie, celle pour laquelle nous nous préparons. Toute autre mesure ne sera que palliatif ou subterfuge.

Pierre MUALES.

SOUS LES BOSES PEIGNE-CUL

Canis redit ad vomitum.
George HAVARD de la Montagne
(Action Française)

Certes, il est séant de reconnaître ici, que sous le régime tant honni de nos super-patriotiques, on permet tout au moins aux personnes de sexe naturel d'avoir une sale gueule. Mais cet effarant peigne-cul du Prince outrepassait vraiment l'occurrence des limites de la décence la plus élémentaire.

Il tient à peu de choses près, le juste milieu entre un chancel constipé qui vient de recevoir une régale de coups de pied dans les fesses, et un haren-saur barbu, qui s'en va faire ses dévotions à Saint-Philippe du Roule, après les quarante jours idoines à sa purification corporelle et spirituelle.

Certains lui accordent quelque talent. C'est sans conteste un don gratuit qu'ils lui font par pure charité chrétienne. A moins qu'ils ne veuillent parler d'une inappréciable vertu sportive, ou d'un calamiteux génie laxatif, propre à alimenter la verve du grand Machebran qui préside en sa compagnie aux destinées chancelantes de l'Action Française.

Le sentiment qui perce le plus distinctement à travers la prose fétideuse de ce sordidaillon irrédécutable, est celui de la haine qu'il nourrit contre tout ce qui n'approche ni de près ni de loin, de la sentine où il s'enlise chaque jour de plus en plus sordidement, sans avoir jamais l'espoir de s'en évader.

Il prend la haine entre ses dents gâtées, comme ferait d'un bâton merdeux un chien affamé. Il la mastique, la déglutit, puis la donne à digérer à son estomac dyspeptique cacochyme. L'élixir exhalé par cet alambic qui est un véritable défilé au bon sens, répand une odeur telle, que les punais recrutés à grands renforts d'assignats dans la basse pègre à part, et dont la mission spéciale consiste à chanter les louanges du Maître, se bouchent eux-mêmes les narines, et sont pris du désir fou de s'enfuir, pour échapper à l'asphyxie.

Il mène, paraît-il, une édifiante vie de célibataire, couchant sur une sanieuse natte rembourrée de croûtes de chiens, de trognons de choux pourris et de tessons de bouteilles. De plus, ils se nourrissent exclusivement de croûtes moieses et d'os de poulets, disputés âprement aux chiffonniers de troisième zone, devant les boîtes à ordures de la rue du Croissant.

On ajoute encore — sous toute réserve — qu'il aurait royalement refusé de prêter sa collaboration aux tripotouillages qu'on accuse certains individus louches d'avoir occupés dans la Part du Combattant.

C'est un saint ! murmurent en se signant les vénérables douairières.

Fasse, alors le Dieu bon, pour notre salut éternel, que Monsieur Maurras ne subisse point le sort de Saint-Jean-Baptiste, et que son adorable trogne ne soit jamais, en manière d'holocauste, déposée par un mauvais plaisant sur les marches sacrées de l'autel de la Patrie.

2 avril 1923.

BRUTO REAUCEMER.

Pour protester contre la répression ;
Pour manifester votre solidarité
avec les emprisonnés ;
Pour la liberté d'opinion ;
Tous au

THÉÂTRE CONFÉDÉRAL

33, rue de la Grange-aux-Belles

Dimanche 8 avril, à 20 h. 30

GRANDE SOIRÉE ARTISTIQUE

au bénéfice de

Brutus MERCEREAU

Prisonnier d'Etat

auteur de « CLAUDE VOINET »

Prix unique des places : 3 francs

UN DOULOUREUX ALBUM

La Couronne d'Epines (1)

Illustré par Félix del Marle, écrit par Henry de Forge, voici le douloureux album de douze souvenirs de la Grande Guerre.

Pas de littérature à déclamation. Pas d'artifice. Comme nous le dit Roland Dorgelès, en préface, « la guerre sous son vrai visage : un visage affreux, sans chair, les os à nu, avec un rire immense qui découvre les dents et deux yeux vides qui ne pleurent plus. Le plus grand bien qu'on puisse dire de ces visions d'enfer synthétisées avec puissance, n'est-ce pas qu'elles sont bien faites pour peupler avec obsession les songes d'un Léon Daudet et d'un Raymond Poincaré ? »

Voici, corps totalement nu dans la mort, étalant au premier plan sa pauvre sexualité humaine, « Un Soldat... »

Il mourut sans avoir rien pu dire. Il mourut « pour la Patrie », on ne sut pas pour quelle patrie.

Il est ainsi que, dans un cimetière de village, cet homme repose, sans qu'on ait osé mettre une couronne à la croix de bois.

L'inscription dit simplement : Un soldat.

Puis voici les masques tragiques des mères à la guerre prit des enfants chéris. Voici l'hallucination de cette « fille » du quartier du Val de Grâce qui ne recevait chez elle que des mutilés de la face. Voici devant les arbres décharnés des champs de bataille, la figure ravagée d'un soldat.

Toute l'horreur de 1914-1919 s'évoque effroyable. Tous ceux qui veulent « se souvenir » doivent avoir ça. Tous ceux qui veulent guérir du patriotisme doivent acheter ça.

Un acte collectif mais imbécile exécuté suivant les ordres des maîtres, nous voulons opposer l'acte collectif des individus conscients, groupés et agissant dans un sens libérateur et voulu par tous.

Et cet acte-là sera la Révolution, la vraie, celle pour laquelle nous nous préparons. Toute autre mesure ne sera que palliatif ou subterfuge.

Pierre MUALES.

(1) La Couronne d'Epines, illustrations de Del Marle, textes de Henry de Forge, préface de Roland Dorgelès. En vente à la Librairie Sociale, 19, rue Louis-Blanc, Paris (10^e). Prix : 3 francs. Envoi recommandé contre 3 fr. 75.



Deux poids, deux mesures

Sous ce titre, le Carnet de la Semaine publie l'écho que nous sommes heureux de reproduire ci-dessous.

Nous l'envoyons à Torrès, afin qu'il l'utilise au profit de Chauvin, de Mercereau et de Germaine.

Le voici :
« Pour avoir voulu « faire connaître et aimer Germaine Bertin », un écrivain anarchiste, M. Brutus Mercereau, et le gérant du Libérateur, M. Charles Chauvin, ont été arrêtés, mis au régime du droit commun (1), sous l'inculpation d'apologie de faits qualifiés crimes (lois scélérates).

« En pleine guerre, voici l'apologie que Mme de Martel (Gyp), avec l'approbation de la censure, faisait du meurtre de Jaurès : « Jaurès a été assassiné... Je trouve que c'est de la bonne ouvrage de fuite. « Ca y est ! On est débarrassé pour toujours de ce bouillasse encombrant. Jules « Soury m'écrit pour me dire sa joie de la « mort de ce Jaurès qu'il abhorrait... Si « l'Action Française et son rédacteur en « chef avaient vraiment rendu au pays ce « signal service de le débarrasser de (cel) « homme... ils auraient... fait une bien jolie « besogne. » (Journal d'un Cochon de Pessimiste, pages 44, 46, 121, 124.)

« Dédicé à M. Henry Torrès, défenseur de MM. Mercereau et Chauvin, poursuivis et arrêtés pour avoir voulu « faire connaître et aimer Germaine Bertin », quand Gyp ne fut jamais inquiétée — pas plus d'ailleurs que ceux qui l'avaient suggéré — pour avoir célébré le crime de Villain. »

Leur intime pensée

Le macaque Poincaré déclara, le 29 mars, à la Chambre des Députés, que l'invasion de la Ruhr ne signifiait pas que son gouvernement voulait la guerre et l'annexion d'une partie de l'Allemagne. Et patati... et patata.

Pendant ce temps, la presse — celle « fautive de gloire » — chauffe l'opinion pour une nouvelle boucherie.

Tout est mis en œuvre, par cette grande prostituée, pour exacerber l'esprit nationaliste que la propagande antipatriotique n'est parvenue encore à extirper du cerveau de tous les prolétaires.

Dimanche, le Journal, organe du gouvernement, donnait en 1^{re} page, sur quatre colonnes, un dessin d'un saigneur nommé Abel Faivre, qui en dit long sur les intentions de la ploutocratie de ce pays.

Description de ce dessin :
Une femme sort d'un œuf — c'était Pâques, dimanche — à moitié du Corps. Un soldat, la mine réjouie, lui tend les bras et s'écrit :
« La Paix !!! mais qu'attendez-vous pour sortir ? »

Et la « Paix » de répondre :
« — Le moment... Ma sœur aînée était sortie trop tôt ! »
Hein ! l'aveu est de taille.

Parions que Poincaré — le mari d'Henriette — ne poursuivra point le Journal pour provocations à la guerre, lui qui nous fait poursuivre si souvent pour nos provocations à la paix.

Drôle de langage

Treize ouvriers ont été tués, quarante-trois ont été blessés — dont trente-trois grièvement — samedi, à Essen, par douze soldats français.

D'après les journaux, les douze militaires, entourés par des milliers de travailleurs, ont été tués, blessés, par douze soldats français — durent faire usage de leurs armes pour préserver leur vie.

Quelle fable !
Puisque pas un des douze soldats n'a reçu la moindre égratignure, avant comme après l'assaut.

Pourtant, nous n'aurions versé notre larme si ces douze valeureux guerriers avaient été, après leurs exploits, châtés par les frères de misère des malheureux victimes.

L'Humanité y serait allée de sa larme, elle qui ose écrire :
« Nous n'incriminerons pas les pions qui ont tiré. Excités quotidiennement, depuis des années, contre le « boche » par l'ignoble presse chauvine ; éternels d'être réduits au corps au delà de leur temps ; assaillis par ces de « l'autre côté du fleuve » qui sont leurs frères de malheur, mais dont ils ne comprennent pas la langue, on ne les dénoncera pas comme criminels d'avoir tué. » (Humanité du 1-4-23)

Nous savons que les vrais coupables, les premiers responsables, ce sont les Schneiders et les Stinnes. Mais les soldats qui agissent comme à Essen ne sont pas de pauvres pions, mais d'innombrables chiens de garde du capital, austères républicains que les derniers des policiers.

Conseils « révolutionnaires »

Comme on vient de le voir, l'Humanité excuse les soldats assassins et ne déconstate pas ceux qui seraient tentés de les imiter.

En revanche, elle conseille, et comment ! les pions qui ont tiré du militarisme et qui pourraient faire du bon boulot en exploitant le mécontentement que crée la ration imposée à la classe 21.

Ecoutez-la :
« Dans l'accomplissement de vos obligations militaires, pendant les dernières semaines qui vous restent à faire, ne marquez aucune défiance ; ne vous laissez pas aller à un accès de colère, à une révolte individuelle ou collective, qui entraînerait pour vous les pires conséquences. »

« Les vœux de la gradaille vous guettent et — tout prêt à faire naître au besoin les incidents et les manifestations dont vous seriez les impuissantes victimes — ils attendent l'occasion d'expédier aux travaux publics les meilleurs et les plus courageux d'entre vous ! »

« A ces menées haineuses, sachez opposer le sang-froid le plus absolu. Songez que bientôt vous aurez à votre tour le droit de condamner publiquement et sans appel un tel esprit qui — s'il persiste à s'écarter — sera ravalée au niveau d'un successeur de la Préfecture de police ! »

« Bien sûr, vos bulletins de vote jetteront à l'insoluble ministre de la guerre qui vient de s'abaisser au rôle de chef de bourgeois... »

« Bien sûr, vous serez libres. Jusque-là, contentez-vous et réservez vos justes rancunes pour le jour où — libres — vous aurez enfin, à votre tour, le droit de parler... » (Humanité du 31-3-23.)

« Bien sûr, vous serez libres. Jusque-là, contentez-vous et réservez vos justes rancunes pour le jour où — libres — vous aurez enfin, à votre tour, le droit de parler... » (Humanité du 31-3-23.)

(1) Nos deux camarades sont maintenant au régime pénal.

Ohé ! les bolchevistes ! c'est ça votre antimilitarisme ?

Honteux !

Durant quelques semaines, l'Humanité fit quelque tapage, parce qu'il était question de ne point démobiliser à son heure la classe 21.

Le Parti promettait sa solidarité... et monts et merveilles. Il devait faire cause commune avec les soldats, et nous pouvions nous attendre, l'Humanité ne flanchant point, à voir se dérouler, dans de nombreuses casernes et villes de garnison importantes, les scènes antimilitaristes et réconfortantes de 1913.

Hélas !
Maintenant qu'il est certain que la classe 21 accomplira un rabiot de deux mois, le journal des orthodoxes met une sourdine à ses protestations.

Si, d'un côté, il entretient encore ses lecteurs des bruits de la caserne et des petites manifestations qui s'y produisent, d'autre part — comme vous avez pu, camarades, vous en rendre compte par le précédent écho — il détourne les enrégimentés de leur devoir de classe.

Il fait mieux : il passe un marché avec Magnin. Si vous en doutez, lisez ceci :
« Si vous voulez garder les soldats deux mois de plus ? ALORS !, NOURRISSÉZ-LES ET NE LES TRAITEZ PAS COMME DES MACHINES, MAIS COMME DES HOMMES ! » (Humanité du 1-4-23.)

Contentons Jean Brécot

Jean Brécot — « dont nos lecteurs identifieront aisément, à travers le pseudonyme imposé par son incorporation, la personnalité syndicale de premier plan », pour causer comme l'Humanité — craint que l'aie, l'autre jour, desservi auprès du Parti Communiste et rattrape, comme il peut, ses indiscrétions.

Il me met au défi de dire où et quand il dégoûta sur les tractations des précédents « complots ».

Quelle mémoire courte !
Où et quand, Jean Brécot ? Au commencement de janvier, dans le train te menant à Essen.

Comme je ne voudrais pas mettre en cause le camarade de qui je tiens le tuyau — que j'ai rendu public bien malgré lui — je le répondrai de vive voix (c'est facile) si tu desirais d'autres précisions.

Je termine en déclarant que le Parti Communiste a le droit de tenir rigueur de ses menus propos. Quelle bataille, à côté des services que tu lui rends !

Renseigne tes lecteurs à ton tour

Au lieu de l'essayer à démentir la vérité, j'envisage mieux, Jean Brécot, de conter aux lecteurs de la Vie Ouvrière ce qui se passe dans son Conseil de rédaction.

Penses-tu que ce soit très honnête, par exemple, d'insérer en première page de ton « canard » — pour piper de nouveaux abonnés — ce qui suit :

« Préparez-vous donc tous, camarades de Paris et de la Province, à donner aux camarades emprisonnés du Comité de Rédaction de la « V. O. » le suprême reconfort de votre sympathie agissante ! »

« Serrez-vous étroitement autour de votre journal de leur journal ! »

Travailler, chacun selon ses possibilités, non seulement à défendre, mais à faire prospérer l'œuvre que la répression ne doit pas abattre ; la Vie Ouvrière, expression de la volonté de combat des syndicalistes révolutionnaires.

« Votre solidarité effective sera le plus précieux témoignage de solidarité pour ceux que le gouvernement de Poincaré, aux ordres du Comité des Forges, a mis dans l'impossibilité d'agir. »

« Chaque abonnement envoyé signifiera que vous avez compris l'effort de nos camarades emprisonnés. »

« Chaque abonnement envoyé sera la meilleure réplique à la répression gouvernementale »

Non, ce n'est pas très honnête de laisser croire à pareille solidarité et d'en tirer profit, puisque trois membres de ce Conseil de Rédaction viennent de se séparer de toi et de ton équipe.

Puisqu'un emprisonné, le camarade Cazals, secrétaire, au même titre que toi, de la « V. O. », collaborateur, jusqu'à ces derniers temps, à la Vie O., vous a quittés, écoutez de votre esprit de parti et pour ne pas prendre plus longtemps des responsabilités — non pas celles d'un « complot », — les responsabilités que tu partages avec l'équipe dictatorial de l'Humanité et dont il te faudra bien, un jour, rendre compte aux syndiqués.

Alors, explique donc ces choses aux intéressés : aux lecteurs de la Vie Ouvrière.

LE ROMANICHEL.

(1) En capitales dans le texte de l'Humanité.

Qui a publié ça ?

Les anarchistes réunis à Amsterdam pensent qu'il importe qu'un esprit révolutionnaire toujours en garde contre les efforts de l'organisation syndicale dans la voie de l'expropriation capitaliste et de la suppression DE TOUT POUVOIR.

Le syndicat est appelé à se transformer en groupe producteur et se trouve être dans la société actuelle le germe vivant de la société de demain. Engagent les camarades de tous les pays à ne pas perdre de vue que l'action anarchiste n'est pas tout entière contenue dans les limites du syndicat, à participer activement au mouvement autonome de la classe ouvrière et à développer dans les organisations syndicales les idées de révolte, d'initiative individuelle et de solidarité qui sont l'essence de l'anarchisme.

Quel est le petit-bourgeois qui a publié ça ? Ne vous cassez pas les méninges, c'est tout simplement l'ordre du jour DU NOIS-MONATTE au Congrès anarchiste d'Amsterdam.

Et qui a publié ça encore ? Lisez :
« Je vous défie de sortir de cette impasse : centralisme ou fédéralisme : soulevez ou paralysez ; la question reste posée ! »

Alors, quel est le contre-révolutionnaire qui a poudré cela ?

C'est, tout bonnement Monmousseau, dans la Vie Ouvrière du 1^{er} octobre 1919.

P. LEMEILLOR.

Porcus Imperator

Les sbires de la rue de Rome, à la solde du Procureur du Roule, croiraient-ils vraiment, dans leur bêtise, intimider le peuple à coups de leurs guignolesques rododromes ?

La maison Bluff et Cie ne saurait sans folie envisager un tel succès ; car, pour mon compte personnel, j'ai pris le parti d'en rire et de traiter le ridicule de ces gens-là par le ridicule.

Si, en France, le ridicule tue — comme la matraque nous sommes, avec MM. Havard de la Montagne, à armes égales.

A mon point de vue, je considère l'Action Française comme la raison sociale d'une agglomération plus ou moins interlope de crépains agitant une marotte à l'effigie d'un galapagat vivant à quelque antipode et revenu depuis longtemps des faibles chances de probabilités d'une restauration que peut, à notre époque, envisager un prélat tendant à asséoir son postérieur sur la monarchie chaise percée du dernier descendant de Saint-Louis.

De tout cela, Gammelle 1^{er} s'en fou : Daudet aussi, quant à la sincérité des convictions pour qui il bat la caisse à la parade. Ce Paillasse n'est qu'un Néron qui veut agir pour son propre compte et pour l'assouvissement de sa haine sadique à l'égard de la classe ouvrière. Il rêve, lui aussi, comme l'antique tyran, d'accorder sa harpe au diapason des plaintes et des gémissements s'élevant d'une Rome qui brûle, et pour cela il cherche par tous les moyens à provoquer l'émulsion qui enflammera une atmosphère déjà lourde d'orage. Notez bien que le sombre prêtre, le cas échéant, s'enflamme comme Néron devant le peuple, n'ayant même pas, à l'instinct de payer de soi, sa dette, le courage de s'y soustraire par une mort volontaire. Une arme va mal dans la main de qui n'a jamais tenu qu'une mailloche de grosse caisse.

Le véritable assassin de Plateau, à la réflexion, c'est l'homme qui ne reçoit que les gifles. C'est l'honorable Léon Daudet. L'exaspération sans cesse montante provoquée par lui et ses suppôts au sein des masses a fait jaillir, à force de provocation, comme d'une outre trop compressée, le jet fatal à l'un des siens ; ça se comprend.

La faute gouvernementale n'ayant rien — pour beaucoup de raisons, certainement — à refuser au Procureur du Roule, marche à sa remorque et, pour de qualifiés « apologies de crime », fait arrêter à tort et à travers parmi les militants de la classe prolétarienne les plus purs et les meilleurs penseurs.

Qu'est-ce que cela prouve ? Pour le plaisir de ce Porcus Imperator : répression !

Is qui la Force momentanée. Nous avons la pensée constante qu'il ne nous retirera pas. Tous auront l'Action, le cas échéant, eh bien ?...

Voilà-là pas pousser des cris sinistres à révéler jusques aux Champs-Élysées les morts de Lucien ! Voilà-là de quoi trembler quand on nous apprend, sur les bancs de l'école, qu'Henri III, à l'instinct des camelots, avait été envoyé ad patres par le féroce Clément, le duc de Guise par les camelots de son temps, Concini par Poltrot de Mére et Robespierre par Merda, un gendarme qui mourut colonel. Charlotte Corday supprima pour sa cause Marat, dans une baignoire ; oui, mesdames... baignoire que tous les antiques réjouissent de voir posséder authentiquement, en forme de sabot.

Tout ça, c'est de l'histoire ! Plus tard, beaucoup plus tard, verra-t-on aux enchères publique la salle d'armes de la rue de Rome et poussera-t-on à l'encan, à l'instar de la cuisine de feu Landru, la matraque qui servit à assommer le regrettable chanoine Lant ? ? ?

Au lieu de l'essayer à démentir la vérité, j'envisage mieux, Jean Brécot, de conter aux lecteurs de la Vie Ouvrière ce qui se passe dans son Conseil de rédaction.

Penses-tu que ce soit très honnête, par exemple, d'insérer en première page de ton « canard » — pour piper de nouveaux abonnés — ce qui suit :

« Préparez-vous donc tous, camarades de Paris et de la Province, à donner aux camarades emprisonnés du Comité de Rédaction de la « V. O. » le suprême reconfort de votre sympathie agissante ! »

« Serrez-vous étroitement autour de votre journal de leur journal ! »

Travailler, chacun selon ses possibilités, non seulement à défendre, mais à faire prospérer l'œuvre que la répression ne doit pas abattre ; la Vie Ouvrière, expression de la volonté de combat des syndicalistes révolutionnaires.

« Votre solidarité effective sera le plus précieux témoignage de solidarité pour ceux que le gouvernement de Poincaré, aux ordres du Comité des Forges, a mis dans l'impossibilité d'agir. »

« Chaque abonnement envoyé signifiera que vous avez compris l'effort de nos camarades emprisonnés. »

« Chaque abonnement envoyé sera la meilleure réplique à la répression gouvernementale »

Non, ce n'est pas très honnête de laisser croire à pareille solidarité et d'en tirer profit, puisque trois membres de ce Conseil de Rédaction viennent de se séparer de toi et de ton équipe.

Puisqu'un emprisonné, le camarade Cazals, secrétaire, au même titre que toi, de la « V. O. », collaborateur, jusqu'à ces derniers temps, à la Vie O., vous a quittés, écoutez de votre esprit de parti et pour ne pas prendre plus longtemps des responsabilités — non pas celles d'un « complot », — les responsabilités que tu partages avec l'équipe dictatorial de l'Humanité et dont il te faudra bien, un jour, rendre compte aux syndiqués.

Alors, explique donc ces choses aux intéressés : aux lecteurs de la Vie Ouvrière.

LE ROMANICHEL.

(1) En capitales dans le texte de l'Humanité.

DEUX METHODES

Plus que jamais il faut montrer les abjections de cette société, continuer à révéler les canulars des puissants de l'heure, faire voir le degré de bassesse où ils sont descendus pendant la guerre, pour grossir leur fortune, déjà imposante, répéter peut-être ce que bon nombre d'entre nous savent déjà, mais, ce faisant, mettre en parallèle, à côté de ces sombres génies du mal — invariablement absous par les juges, leurs domestiques — les figures des travailleurs, victimes d'une répression qui se fait impitoyable, lorsqu'elle s'abat sur les faibles.

Crier notre dégoût devant la monstruosité d'une justice de pantins, à plat ventre devant ceux qui détiennent le sac aux récompenses, mais d'une féroce qui va jusqu'à cynisme lorsqu'elle n'a devant elle que des malheureux qui ne savent que se révolter ou, parfois, pleurer.

Il en est dans la masse pour croire encore à la probité des maîtres de l'or. Cependant, les exemples sont nombreux qui démontrent leur mauvais foi criminel. En 1914, c'était le premier des scandales retentissant : les actionnaires des aciéries du Sud-du-Loir (Tarn) se voyaient incapables de falsification de poinçons, ce qui leur permit d'envoyer au front plusieurs millions d'obus reconnus défectueux par une commission de contrôle.

Combien de soldats furent tués par cet envoi ?

D'ailleurs, cela importait peu aux actionnaires, évidemment tous patriotes ! Ne devaient-ils pas satisfaire aux commandes pressées ? Eux-mêmes n'avaient-ils pas hâte de toucher leurs dividendes ? Puis, est-ce que cela comptait la vie de quelques hommes, en des temps de patriotisme ouvrier ? Les juges militaires, devant de tels arguments, furent convaincus, ils ne contentèrent pas condamner quelques ingénieurs ou contremaîtres de troisième ordre. Quant aux actionnaires, ils étaient sacrés.

Gaston Rolland ne fut pas un profiteur de la guerre, pas même un fabricant de faux poinçons. Antimilitariste avant la guerre, il le fut pendant. C'est dans ces conditions qu'il refusa de partir, lorsqu'il reçut son ordre de marche. Il se trouva sur un terrain, devant des papiers le mettant à l'abri des poursuites, il aurait pu, dans un presque légitime égoïsme, se tenir coi en attendant la fin de la tourmente.

Au lieu de cela, il reçut et hébergea des déserteurs traqués. Cela était contraire à la loi, mais, pour Rolland, il y avait sa conscience au-dessus de tous les lois. Les cas étaient si nombreux de telles périodes, au 4^e Conseil de guerre, du nom de Janin, Rolland fut condamné à quinze ans de travaux forcés, qui viennent d'être commués en réclusion. Aujourd'hui, il traîne une vie misérable à la prison de Melun.

Continuons : la Société des Carburants. Elle fut inculpée d'avoir passé, à travers la Suisse, à destination de l'Allemagne, des centaines de milliers de tonnes de matières pouvant se transformer en explosifs, et cela en pleine guerre. Je me garderais bien de protester si ces matières n'avaient servi qu'à supprimer quelques bourgeois ; ça nous aurait évité du travail. Mais elles contribuèrent — hélas ! — à la disparition de quelques milliers de pauvres bourgeois qui n'avaient rien à défendre... pas même des actions de carburants.

Il nous faut conter une lamentable histoire, en faisant le nom de la malheureuse survivante. Son mari partit au début des hostilités. Ne possédant pas d'indées, il était de ceux qui croyaient à la mission civilisatrice du militaire français. Il se rendit à la barbe allemande. Il partit mouton. Il déserta, enrégimé de voir qu'on lui avait menti. Reprenant sa place au foyer, décidé à ne s'occuper que de l'éducation de son petit, il aurait peut-être vécu tranquille si la mécanique n'avait veillé. Arrêté, il fut donc sévèrement puni. Mais, le comble de l'ingratitude, ce fut de le faire juger, infliger plusieurs mois de prison à l'épouse légitime pour ne pas avoir dénoncé le père de son enfant !

Son fils — classe 1^{re} — refusa de partir. Emmené de force au front, il déserta « devant l'ennemi ». Traduit devant un Conseil de guerre, ce fut la sentence de mort... Son compagnon mort de privations en prison, son fils fusillé, une pauvre femme erre, lamentable pleure, ne sachant peut-être même plus pleurer...

Pourquoi ne fut-elle pas la digne épouse d'un carburier ?

Dutasta (sans rechercher ses points d'attache à Clemenceau) ne fut pas le protégé de celui qui faisait la guerre. Ancien directeur du Conseil d'administration de la Berna Milk, il accapara le lait, alors

que celui-ci était presque introuvable pour les enfants et les malades, le fit traiter dans ses usines, en Suisse, puis, sous forme de lait condensé, l'expédia en Allemagne. Bien des enfants s'étiolèrent, bien des malades moururent du manque de ce lait précieux, mais Dutasta y gagna quelques millions. Ses amis ministres, pleins d'admiration, s'empresèrent de le nommer ambassadeur.

Un petit marchand d'objets de première communion de Dijon fut moins chanceux. Pour avoir vendu des brassards à pompons dorés, il s'en tira avec cinq ans de prison ! A côté de ces canulars, choisies entre mille, plaçons les gestes de quelques-uns de nos frères, qui, jusqu'à maintenant, ne leur ont rapporté que prison et douleur. Cottin, Marty, Rolland, Tauliè, Bouvet, leurs fulgurantes traverses, la masse aveugle, éternel reproche des apeurés et flambeau des révoltes futures.

HENRI DE

La Crise de la Natalité

Depuis quelques années, et quelques mois surtout, la natalité diminue avec une rapidité par trop effrayante, pour la caste possédante. Le cri d'alarme est jeté sur les bords de Paris, ainsi qu'à travers la presse bien pensante de notre douce France.

Pourtant, il n'a une loi interdisant la propagande anticonceptionnelle, mais, que peuvent les lois contre l'évolution d'un monde ?

Ce qui se passe chez nous est la conséquence de la guerre atroce que nous venons de subir. A peu près tous les pays qui ont participé au carnage, ressentent la même malaise. Ceci n'est pas pour nous déplaire à nous, anarchistes.

Il y a, à propos de cette question, une mise au point à faire. Dernièrement, je lisais, dans le *Peuple*, un article traitant la même question, article du citoyen Laurent. On y disait qu'il était un temps où les anarchistes n'avaient pas toujours fait de la propagande anticonceptionnelle, qu'au contraire, ils préchaient beaucoup de naissances dans les milieux ouvriers, afin, disaient-ils, de submerger la bourgeoisie. J'aimerais savoir où ce bon citoyen a pu en venir ?

La question de population est primordiale, au point de vue révolutionnaire. C'est à mon avis, le plus sûr moyen pour atteindre nos ennemis, bourgeois et aspirants bourgeois. J'habite un quartier populaire où j'ai l'occasion de voir grouiller la marmaille prolétarienne, vivant dans les taudis, souffreteux pour la plupart, ne mangeant sans doute pas toujours à leur faim. Par contre, allez vous promener avenue du Bois, à Passy, etc., voyez les fils des oisifs, frais, pimpants, en bonne santé, toujours au bon avec tous les soins que comporte leur âge. Et puis, les statistiques ne nous ont-elles pas appris qu'il y avait 10 % de mortalité infantile dans les quartiers populaires et 3 % chez les seconds ? Il y a une cause à cela.

Le jour où tous les travailleurs l'auront compris, ce sera la disparition de tous les maux.

Jean de VALOIS.

UNION ANARCHISTE

Fédération de la Région Parisienne

Groupe du 20^e

Vendredi 6 avril, à 20 h. 30

Salle de la Bellevilloise, rue Boyer

Grande Conférence publique et contradictoire

Sujet traité par le camarade CHAZOFF :

Ce que j'ai vu en Russie

La tribune sera libre ; la contradiction est sollicitée.

Les délégués qui sont allés en Russie ont été convoqués par lettre recommandée. Nous espérons que cette conférence très intéressante, suivie de contradictions, nous édifiera sur ce qui se passe chez les bolcheviks.

Après l'exposé de Chazoff, le camarade Gacheux nous parlera des emprisonnements politiques en Russie, des démarques faites par lui pour obtenir la libération des emprisonnés.

Les Anarchistes et les Comités d'Action

« Les anarchistes doivent-ils ou non participer aux Comités d'Action ? »

Telle est la question que se posent certainement à eux-mêmes, depuis quelque temps déjà — notamment depuis l'occupation de la Ruhr — de nombreux militants. Les anarchistes, à laquelle, par la voie des groupes adhérant à l'Union Anarchiste, ils auront sans doute prochainement à répondre.

Cette question revêt un tel caractère d'urgence et s'est si bien imposée, par la force même des choses, à l'esprit de certains camarades que le Comité d'Initiative de l'Union Anarchiste a été appelé à l'examiner. Mais le Comité d'Initiative, qui n'est pas un Comité Directeur, n'a pas qualité pour engager l'Union Anarchiste dans les Comités d'Action ou pour l'en tenir en dehors. Ce sont les groupes constituant l'U.A., et eux seuls, qui sont qualifiés pour se prononcer et déterminer la ligne de conduite du mouvement anarchiste organisé.

Mais, dira-t-on, les groupes anarchistes n'ont-ils pas déjà fait connaître leur sentiment à cet égard et le Congrès de Lyon de 1921 n'a-t-il pas exprimé nettement que les anarchistes étaient opposés à une participation aux Comités d'Action, sous quelque forme que ce soit, aux Comités d'Action ? Et pourquoi, dès lors, y revenir ?

L'objection est exacte et il importe de souligner qu'elle a d'autant plus de valeur que c'est l'unanimité des groupes et des militants qui s'était, à ce propos, affirmée à Lyon d'une façon irréfutable. A l'époque, encore sous le coup de l'indignation que nous avait plongée la trahison récente des chefs néo-communistes qui, lors de la manifestation Sacco-Vanzetti, placés devant une possibilité précise d'action révolutionnaire, s'étaient lâchement défilés en endiguant « stratégiquement » le flot des protestataires à Levallois, au lieu de l'orienter vers l'objectif fixé : l'ambassade américaine — à l'époque, nous nous étions bien juré de ne jamais plus compromettre, à l'avenir, le succès possible d'une démonstration future, en la livrant à l'échec certain qu'il attendrait si nous laissions la moindre chance de s'exercer à l'emprise équivoque et douteuse des policiers.

Nous n'avons pas changé d'avis quant au degré de volonté et de sincérité révolutionnaires qu'il convient d'attribuer à ceux qui furent et qui restent les farouches honteux de l'affaire Sacco-Vanzetti. Ce que nous pensions hier de ces gens-là, nous le pensons encore aujourd'hui : car s'ils ont trahi hier, ils sont fort capables de trahir encore demain. Nous ne demandons qu'à nous tromper...

Néanmoins — et sans pour cela être des girouettes — nous qui étions hier des adversaires résolus de la participation des anarchistes aux Comités d'Action, nous en sommes aujourd'hui partisans.

Comme ça, d'un seul coup, tout de go, s'écroulerait ? Non pas ! Mais au contraire, après mûre réflexion, après examen de conscience indispensable que nous ont dicté les graves circonstances présentes. Quel est le révolutionnaire qui ne se sent angoissé en face des conjonctures que pose l'occupation de la Ruhr ? Quel est celui qui n'aperçoit que, de cette entreprise de rapine, pour l'Allemagne, il y a une question d'écroulement d'une possible révolution allemande, en tout cas et presque infailliblement l'asservissement des prolétaires allemands et français ? Quel est l'anarchiste qui oserait faillir ou se dérober à une action révolutionnaire éventuelle pour ne pas se compromettre dans l'échec ?

Quel est même celui d'entre nous qui accepterait de porter la responsabilité de n'avoir pas tout fait pour apporter sa contribution, si modeste soit-elle, contre le fléau que la guerre ou le crime qu'est l'écroulement d'une révolution ? Il n'en est pas un, nous le savons.

Et c'est précisément pour mettre les anarchistes en possession des seuls moyens qui soient, actuellement, susceptibles de donner des résultats positifs, que nous estimons que leur place est, en tant que révolutionnaires, dans les Comités d'Action.

A quel bon se leurrer ou se « bourrer le crâne » soi-même : comme tous les groupements ou partis d'avant-garde révolutionnaire l'Union Anarchiste est impuissante, présentement, à soulever, par ses propres moyens, une masse d'hommes libres et d'indépendants, le torrent impétueux, le bloc de toutes les volontés et de toutes les énergies révolutionnaires ne sera pas trop solide pour résister à la poussée sans

cesse plus lourde du bloc de la bourgeoisie. Les anarchistes ont-ils le droit de dissocier ce bloc ? Nous pensons, au contraire, qu'ils ont le devoir d'aider à le dresser.

Voilà, brièvement exposées, les raisons morales qui, selon nous, militent en faveur de la participation des anarchistes aux Comités d'Action. Restent les raisons pratiques.

Nous n'avons pas à regretter de ne pas avoir pénétré, depuis l'affaire Sacco-Vanzetti, dans les divers Comités d'Action qui furent créés. Dans tous ces Comités, y compris le dernier en date (le Comité d'Action contre l'impérialisme et la Guerre) — l'action fut surtout... oratoire. C'est heureux... pour nous !

Mais supposons qu'il en ait été autrement. Supposons que les événements se soient précipités que la tension entre gouvernements français et allemand se soit aggravée, qu'un conflit soit né et que le Comité d'Action ait été mis dans l'obligation, bien malgré lui peut-être, d'agir. Supposons que le Comité d'Action ait lancé un mot d'ordre et qu'un mouvement se soit déclenché.

Imaginez l'attitude pitoyable — disons le mot — des anarchistes qui, au lieu d'être, en l'occurrence, les animateurs qu'ils se prétendent, n'auraient plus eu à jouer d'autre rôle que celui, peu reluisant, de suivre.

Supposons, par ailleurs, que le mot d'ordre du Comité d'Action ait été erroné, que les militants qui le composaient aient fait fausse route, qu'il s'en soit suivi, de part et d'autre, des échecs du mouvement. Serions-nous réellement qualifiés, alors que nous n'aurions rien fait, avant qu'il soit lancé, pour corriger si possible l'erreur du mot d'ordre, pour exercer notre verve de critiques impitoyables envers des militants dont nous n'aurions point partagé les responsabilités ? Ah ! non, par exemple. Nous n'aurions, décemment, qu'à faire notre mea culpa.

Mais ce n'est pas quand un mouvement est lancé qu'il faut songer et travailler à lui donner une nouvelle direction ; c'est avant qu'il ne parte qu'il faut l'orienter dans la bonne voie. Il n'est guère besoin d'être doué d'une bien grande psychologie révolutionnaire pour saisir immédiatement que la mort certaine d'un mouvement, sur lequel on a résisté dans des mots d'ordre contradictoires, pour que la masse révolutionnaire enlève la citadelle d'un seul assaut, il ne faut pas que'elle marche à la fois à droite et à gauche ; il est indispensable qu'elle aille droit au but, rangs serrés, tête baissée ; sans quoi, par la fissure du centre, l'adversaire, qui la guette, passera.

Et il sait où il va, lui ; il sait ce qu'il a à faire pour nous écarter. Il est prêt, et il dispose, pour réussir, des moyens les plus perfectionnés. A sa force formidable, sachons, au moins, opposer notre intelligence révolutionnaire.

Que les anarchistes comprennent donc que, pour influencer utilement un mouvement, ce sont vingt-quatre heures après son déclenchement, pas même immédiatement, mais avant qu'il faut intervenir. Sans quoi, une intervention qui se produirait dans un sens contraire à l'orientation primitivement fixée pourrait avoir des conséquences néfastes, voire même désastreuses. Essayons donc d'influencer avant pour être plus certains de réussir pendant. Et, en tout cas, participons à la préparation.

Voilà, si l'on peut dire, un argument stratégique. Voyons maintenant un autre argument qui touche à la théorie pure, du moins qui se rapporte en quelque sorte aux différentes écoles et tactiques révolutionnaires.

Ce qui a surtout empêché, croyons-nous, dans la plupart des cas, la participation des anarchistes aux Comités d'Action, c'est la réputation — le mot n'est pas trop fort — de nos camarades à se commettre avec les politiciens communistes. Evidemment, cette perspective n'est guère réjouissante. Sans parler du contact, toujours déplaisant, de gens que l'on tient en piètre estime, il y a, de plus, une autre circonstance, que l'on ne peut pas ne pas prendre en compte, qui est l'obligation d'employer pour prévenir ou déjouer les manœuvres habiles de ces équilibristes éprouvés dont la méthode unique consiste — en quelque circonstance que ce soit — à rouler leurs partenaires pour le bénéfice supérieur de leur parti, sans se soucier des buts qu'ils s'assignent à atteindre, en commun avec eux. Et puis, il y a cette autre chose : que, presque toujours, les communistes ont pris l'initiative de constituer la plupart des Comités d'Action.

Et c'est là, nous le savons, une situation qui, à elle seule, est une condamnation. Les anarchistes ont-ils le droit de se laisser ainsi manipuler par des gens qui, pour eux, ne sont que des pions ? Non, nous le savons. Mais, dans la pratique, il n'est pas toujours facile de résister à la tentation de la réputation — le mot n'est pas trop fort — de nos camarades à se commettre avec les politiciens communistes. Evidemment, cette perspective n'est guère réjouissante. Sans parler du contact, toujours déplaisant, de gens que l'on tient en piètre estime, il y a, de plus, une autre circonstance, que l'on ne peut pas ne pas prendre en compte, qui est l'obligation d'employer pour prévenir ou déjouer les manœuvres habiles de ces équilibristes éprouvés dont la méthode unique consiste — en quelque circonstance que ce soit — à rouler leurs partenaires pour le bénéfice supérieur de leur parti, sans se soucier des buts qu'ils s'assignent à atteindre, en commun avec eux. Et puis, il y a cette autre chose : que, presque toujours, les communistes ont pris l'initiative de constituer la plupart des Comités d'Action.

Et c'est là, nous le savons, une situation qui, à elle seule, est une condamnation. Les anarchistes ont-ils le droit de se laisser ainsi manipuler par des gens qui, pour eux, ne sont que des pions ? Non, nous le savons. Mais, dans la pratique, il n'est pas toujours facile de résister à la tentation de la réputation — le mot n'est pas trop fort — de nos camarades à se commettre avec les politiciens communistes. Evidemment, cette perspective n'est guère réjouissante. Sans parler du contact, toujours déplaisant, de gens que l'on tient en piètre estime, il y a, de plus, une autre circonstance, que l'on ne peut pas ne pas prendre en compte, qui est l'obligation d'employer pour prévenir ou déjouer les manœuvres habiles de ces équilibristes éprouvés dont la méthode unique consiste — en quelque circonstance que ce soit — à rouler leurs partenaires pour le bénéfice supérieur de leur parti, sans se soucier des buts qu'ils s'assignent à atteindre, en commun avec eux. Et puis, il y a cette autre chose : que, presque toujours, les communistes ont pris l'initiative de constituer la plupart des Comités d'Action.

au sein desquels ils ont pris soin, naturellement, de se réserver — en tout bien, tout profit — la prépondérance. De plus, de tous temps, ce système a été chez eux plus qu'une tactique : une politique. Une politique qui consiste à prendre, votre honneur, la direction de tous les mouvements, pour entretenir l'illusion au sein des masses et les persuader par suggestion qu'ils sont les seuls et incontestables révolutionnaires.

Sachant cela — nous ne devons pas avoir la maladresse de leur laisser plus longtemps la partie aussi belle ? Nous devons chercher la masse pour dénoncer le « bluff » des partis.

Mais toutes ces raisons, sans doute excellentes, qui pouvaient valoir ces temps derniers encore, ont considérablement perdu de leur valeur à la suite du dernier Comité Confédéral National de la C.G.T.U. Les militants de la minorité syndicaliste révolutionnaire ont été assez aveuglés par le bluff de la C.G.E. confédérale pour avoir conclu avec le Parti Communiste un marché de dupes en acceptant les conditions qu'il lui avait imposées pour la constitution du Comité d'Action. A la suite d'une orageuse et longue discussion, la minorité réussit, sans faire adopter à l'unanimité par le C.C.N. cette addition à la résolution de la C.G.E.

« Devant la gravité de la situation qui nécessite la collaboration étroite de toutes les énergies révolutionnaires, le C.C.N. rappelant l'esprit et la lettre des résolutions de Saint-Etienne, mandate le Bureau et la Commission Exécutive pour procéder à l'élargissement du Comité d'Action, en convoquant tous les groupements révolutionnaires et en leur faisant adopter des résolutions révolutionnaires et s'inspirant du principe de la lutte de classes.

« Sur le terrain économique comme dans le domaine social, le C.C.N. entend que la C.G.T.U., malgré tous les accords circonstanciés, conserve son autonomie par la maîtrise de son action et de ses destinées qui ne relèvent que des organisations révolutionnaires qui la composent. »

Ce texte n'est-il pas suffisamment explicite ? Ne contient-il pas en soi la promesse, pour les plus farouches politiciens, que la politique sera désormais bannie des buts des Comités d'Action auxquels la C.G.T.U. participera ? Et ne donne-t-il pas à celui-ci le mandat précis et formel de se cantonner sur un terrain spécifiquement économique et social ?

Nous croyons fermement que, dans des Comités d'Action constitués sur de telles bases, l'Union Anarchiste peut trouver toutes les garanties qui lui permettront, sans déchoir et sans se compromettre, de jouer, sur le même pied d'égalité que les autres organisations participantes, son rôle de révolutionnaire et d'apporter sa contribution à la tâche d'émancipation des peuples opprimés, menacés d'une nouvelle guerre ou d'un asservissement plus abject encore que celui qu'ils subissent présentement.

Pour conclure, nous adjurons les anarchistes-révolutionnaires d'avoir la clairvoyance de se rendre compte que, contre l'occupation de la Ruhr, leur action et leur propagande gagneraient en efficacité à s'exercer de concert avec celles des autres organisations groupées dans le Comité d'Action. Ainsi le peuple révolutionnaire serait bien obligé, malgré les men songes intéressés et parfois les calomnies des politiciens, de constater que les anarchistes, eux aussi, et peut-être mieux que les autres, sont des révolutionnaires désintéressés et agissants.

Louis DESCARIS, Eugène HAUSSARD.

Pour que vive le «Libertaire»

Grand Henri, 10 fr. ; Foray J., 5 fr. ; Ossart Eug., 5 fr. ; Un camarade Thierpois, 3 fr. ; Tournebise, 2 fr. ; Belmeringer, 5 fr. ; En passant, 200 fr. ; Chicon, 2 fr. ; Leblanc, 10 fr. ; Derrière, 5 fr. ; Bellanger, 5 fr. ; Un camarade à fondre les 12 balles destinées à Daudet, 2 fr. ; Réponse au souscripteur provocateur de l'A.P., 1 fr. ; X... 7 fr. 50 ; Pour avoir la tête à Daudet, 1 fr. ; Rouger, 5 fr. ; Chépo, 10 fr. ; Ernest, fr. ; Mougey Auguste, 1 fr. ; Vogli Hermann, 2 fr. 50 ; Chiko, 2 fr. ; Edouard, 3 fr. ; Tardempon, 5 fr. ; Héral Henri, 5 fr. ; Fisher, 15 fr. ; Rostin, 2 fr. ; La Renette, 3 fr. ; Levallois, 1 fr. ; Armit, 2 fr. ; Jourdan Lyon, 4 fr. 40 ; Renaud Jean, à Bône, 5 fr. ; Fazzani, 2 fr. 50 ; X... 1 fr. 50 ; Carroué, 0 fr. 70 ; Soriat, 4 fr. 50 ; L. G., 3 fr. 25 ; Carroué, 2 fr. ; Henri, 1 fr. ; Milard, fr. ; Lucien, fr. ; Lavaré, de Marseille, 3 fr. 25 ; Bausamo, 1 fr. ; Briollet et Gras, 10 fr. ; Marcello, 2 fr. ; Ongelati, fr. ; Campo, 2 fr. ; Léo, 1 fr. 50 ; En achetant les *Pacifistes*, 5 fr. ; Blum, 1 fr. 10 ; Un copain, 0 fr. 50.

Total de la présente liste : 390 fr. 15. Pour assurer la parution de notre organe, camarade, verse ton ob.

LEUR HAINE !

Il est de plus en plus incontestable que les fanatiques du communisme autoritaire, inféodés avoués ou non avoués à l'Internationale politique III^e, cultivent d'abominable façon la haine et son corollaire : la calomnie.

Malheur à vous, si syndicalistes et anarchistes, vous n'accordez confiance à des chefs qui servent plus leur popularité que la masse des misérables dont ils se rediment. Petit à petit, dans le coin où vous mitez avec d'autres camarades, des insinuations sont lancées, qui, toujours, font leur petit bonhomme de chemin, et nul n'ignore que de la calomnie il reste toujours... quelque chose !

Il semble, actuellement, que nous soyons arrivés au point culminant où les Moscovites de toutes envergures donnent la mesure exacte de leur haine.

Seuls distillent la vérité (ou les farouches parisiens de la subordination et de la dictature sur le prolétariat !)

De tous les délégués qui furent en Russie bolcheviste, seuls ceux qui déclarent que le « gouvernement russe » représente véritablement le peuple et qu'il travaille pour la plus... grande émancipation... des travailleurs, seuls ceux-là sont de sinistres révo-lu-tionnaires !

Quant aux autres ! Ah ! ceux-là, ils font le jeu de la réaction. Pas moins !

N'est-ce pas les Lenins, les Chazoff, les Voline, les Wilkens, les Pestana, les Bergh, vous qui criez bon, à votre retour de Russie, de prévenir vos frères de misère que les hommes à la tête du gouvernement russe étaient — pour maintenir leur pouvoir, leur dictature — obligés d'exercer la même autorité brutale sur les masses populaires que, vis-à-vis des militants syndicalistes et anarchistes qui, refusent de se plier sous leur joug, ils emploient la même répression, les mêmes crimes que les gouvernements bourgeois.

Où, oui, tous ceux qui osent critiquer le gouvernement de Moscou ; qui dénoncent la volonté de les dirigeants d'inféoder à leur Parti, toutes les organisations économiques du monde ; qui insistent enfin contre la prétention abominable des représentants plus ou moins galonnés de l'Internationale politique III^e sont dénoncés par ces mêmes représentants comme de véritables contre-révolutionnaires !

Le journal du Parti communiste français, l'*Humanité*, est intarissable à semer la haine et la calomnie. Pour à leur tour, des camarades comme Besnard, Lemoine, Bati et d'autres, et d'autres parce que du Comité de défense syndicaliste, et d'autres parce que collaborateurs du *Libertaire* sont accusés de desservir la cause ouvrière ! La succursale de l'*Humanité*, la *Vie Ouvrière*, aura, elle, les délégués de l'I. S. R. Ne va-t-elle pas, cette V. O., semer la haine de tous ceux qui opposent le fédéralisme au centralisme, le communisme à la liberté, à l'étatisme, jusqu'à semer la suspicion sur l'honnêteté, le révolutionnarisme de militants qui peuvent sans peine se revendiquer de ces qualités tout autant que les Monmouths, Dupuy, et le petit Chambelland ? Qu'en pensez-vous, A. Gorieli, A. Kamoff, Voline ?

N'est-ce pas encore cette même succursale, la V. O., qui, dans son numéro du vendredi 16 mars, a vu sa valeur révolutionnaire du camarade espagnol Salvador Seguí assassiné sans doute par ordre de la bourgeoisie espagnole, qu'il faisait de la collaboration de classe !

Et puis, encore une autre tactique en vigueur chez les représentants plus ou moins galonnés... et qui — soyons polis — sévit dans l'*Humanité* et la *Vie Ouvrière*, c'est de semer aux martyrs. Eux seuls — les communistes — sont traqués, poursuivis, emprisonnés ! Les syndicalistes, ou anarchistes et syndicalistes font une cure, inutile d'en parler. Il faut laisser croire aux travailleurs que, seuls, les militants du Parti reçoivent les coups de la bourgeoisie.

S'il fallait faire le total des bons militants contre-révolutionnaires qui paient dans les lobbies provinciaux, il dépasserait, et de combien, le total des révolutionnaires qui goûtent également au repos forcé.

Ah ! en fin de compte, est-ce que ceux qui, avec désintéressement, avec bonne foi, ont jamais cessé de se dévouer pour la cause, celle des gens qui, toujours, ont vécu la Vie des travailleurs, espèrent que ces camarades, ces militants vont encore tolérer longtemps que des arrivistes — en grand nombre — puissent se targuer d'être les représentants des ouvriers ? Est-ce que, impunément, ils vont continuer ces arrivistes, à empoisonner les esprits ?

René MARTIN.

DE RAVACHOL A CASERIO

LE PROCES DES TRENTE

(suite)

Je résume sans discuter ce pénible début. On m'accuse d'être un malfaiteur. Ma vie austère, mes parents, mes amis et mes écrits me lavent de cette injure. Je n'ai connu les tribunaux que pour la défense d'un camarade, pour la défense d'un camarade, d'avoir songé à ne pas qu'une conspiration anarchiste. Plus de vingt années sortis de ma plume répondent que si j'ai eu quelque influence, je l'ai employée à combattre toute idée de désordre et de désobéissance, comme pour faire une réponse amicale au régulateur, repoussant l'année dernière, jusqu'à la simple idée d'insolence.

L'accusation juridique est donc ruinée. L'accusation morale est en faillite. On m'accuse d'avoir fait une propagande écrite pour masquer l'assassinat, et les partisans de l'assassinat nient cette de ma combatte, de me traiter de menteur, de menteur et de pion.

On m'accuse d'avoir provoqué l'idée du vol et j'ai combattu le vol dans une série d'articles ; mon communisme est celui de Proudhon. Il n'appartient pas à l'histoire du crime, mais à la diffusion de la pensée. Mon dévouement à l'acquiescement dit, je le répète et l'attends votre verdict avec pleine sérénité.

Sébastien Faure, à son tour, prit la parole. Il répéta qu'il n'avait jamais préconisé la haine et que, si ses pensées avaient été mal comprises, du moins elles n'étaient pas criminelles.

Messieurs, dit-il en finissant, vous êtes prêts. Nous aimons les enfants d'un même amour, nous travaillons à leur préparer un avenir de bien-être et de félicité. Nous nous efforçons tendant à apaiser les animosités de leur route ; nous ne venons le faire que pour faire cette route si belle, si saine, si fleurie, que ces êtres aiment la parcourir avec délices.

Vous voyez que, si je suis l'associé de quel qu'un, c'est de vous.

Donc, par des voies différentes nous poursuivons le même but. Et vous bien certains que votre vote soit plus sûr, plus rapide et meilleur que la haine.

Soyez, Messieurs, nous vivons au siècle de la vapeur et de l'électricité. Grâce à l'imprimerie, qui, avec une rapidité merveilleuse, véhicule la pensée aux quatre points cardinaux, grâce au développement de l'esprit humain et à la diffusion de l'instruction, telle évolution qui jadis eût exigé des siècles s'opère de nos jours en quelques années. Quel remords et quelle honte vous vous préparerez, si bientôt, si dans quelques années, ce petit être, mesdames, je viens le parler, ayant grandi, ils apprenant qu'un homme ayant osé en 1891 prêcher l'amour de la liberté et propager l'idée du bonheur universel a été pour ce crime, com-

damné au bagne et que vous êtes au nombre de ses juges.

Ah ! si celui qui est mort sur cette croix, à l'ombre de laquelle vous rendez la justice, si celui-là pouvait parler, il vous dirait :

« Hommes, jetez les yeux sur moi et voyez le supplice lamentable auquel je suis condamné. Qu'étais-je fait pourtant ? J'étais venu prêcher aux hommes le relèvement et la dignité. J'étais venu leur dire qu'ils étaient tous fils de Dieu, que leur père qui les donne s'aimait eux et des frères d'aujourd'hui. Egarés, leur courage en leur parlant de la cité céleste, où tout sera bonté souveraine et sans fin.

J'étais venu pousser ce cri des siècles : Dieu, l'âme humaine. Mais les pharisiens et les princes des prêtres ont dénature mon apostrophe, calomnie mes actes, travestis mon rôle. Hommes, n'oubliez pas les principes des prêtres et les pharisiens d'aujourd'hui. Espérez, moi la douleur et la honte de voir se renouer devant moi les enfants dont je fus victime.

Messieurs, vous ne les écouteriez pas ! Vous m'avez un verdict de probité, d'indépendance et de justice !

Après Sébastien Faure, Bastard prononça quelques mots et Paul Bernard lut une courte déclaration.

On m'a représenté comme un homme dangereux, dit-il, en terminant. Et bien ! je ne promets, monsieur l'avocat général, si la révolution sociale triomphe, ce qui n'est pas impossible, je ne vous ferais pas (Sourires) de la rue de la République, je vous ferais de la rue de la Justice qui pose si cruellement sur les faibles.

L'audience suspendue, les jurés rentrèrent dans leur salle de délibérations.

Le verdict

Il est cinq heures quand ils reviennent. Un bruit court aussitôt qu'il y a un acquiescement général, et de joie, de crainte et les pharisiens d'aujourd'hui. Espérez, moi la douleur et la honte de voir se renouer devant moi les enfants dont je fus victime.

« Acquies ? » demande-t-on. Des yeux aux jurés qui sourient et font de la tête un imperceptible mouvement affirmatif.

« Oh ! tant mieux ! murmure-t-on dans la salle. Tant mieux pour eux, pour leurs avocats et pour la justice ! »

Suivant la formule, le président menace de ses foudres et des célèbres pieds de la Cour quiconque manifesterait au moment du prononcé du verdict et le chef du jury à la parole.

Sur les vingt-quatre premières questions, la réponse est non ; les premiers complices

d'Ortiz, sont comprises dans cette sentence d'absolution, ainsi que le pauvre mais Bellotti.

On fait rentrer les accusés.

On les a prévénus, on leur a dit de ne pas souffler mot et c'est dans un silence absolu, mais plein d'émotion, qu'ils écoutent la lecture du verdict de libération.

Pas un mot, mais des sourires et dans les yeux des éclairs de joie. Pas un mot, mais dans les traits une détente heureuse, dans les mains des frémissements.

Il



LETTRE D'ALSACE

Autonomie Syndicale --- Morale Communiste

N'adhérant à aucun parti politique, syndicaliste libre et antiautoritaire dans le plus large sens du mot, ma conviction, que je partage avec les camarades syndicalistes purs et anarchistes, est que pour aboutir à une libération réelle des travailleurs, il faut combattre, mieux encore, chasser au diable... tous les partis des politiciens, dont le seul souci est de faire de l'émancipation des travailleurs une nouvelle façon d'exploiter les peuples en disant « libérés », en instaurant un gouvernement dictatorial.

Acceptant à cause des circonstances (car aucun être vivant actuellement et le plus libéré d'ailleurs, ne pourrait vivre sans aucune liaison avec les autres êtres du monde), une entente libre entre tous comme nécessité naturelle dans la société d'aujourd'hui et pour un temps bien déterminé encore dans la société future, cette entente libre à mon avis, ne peut être trouvée que dans un syndicalisme libéré de tout joug des politiciens et ressortant de son cœur d'homme, tout trop restreint. C'est pourquoi je défends ardemment la liberté syndicaliste et je revendique hautement l'autonomie syndicale.

Mais, hélas ! quels obstacles, quelle duperie ! L'autonomie syndicale ! Oui, l'article 11 des statuts de l'I.S.R. est aboli et remplacé par d'autres articles plus élastiques, mais laissant la porte ouverte à tous les subterfuges.

Et si l'on peut encore douter de cela, s'il y a encore des naïfs qui veulent croire au respect des engagements pris à Moscou par des camarades responsables du mouvement syndicaliste français, ils seront dupés à fond.

C'est triste, c'est amer, mais c'est, hélas ! une vérité que les militants de l'autonomie en Alsace-Lorraine, membres du Parti communiste, se frottent pas mal des promesses solennelles de l'autonomie syndicale, prises par la C.G.T.U. dans tout son ensemble à Moscou.

Maîtres absolus, ils n'ont le moindre souci de sauvegarder même la façade, ils violent les engagements de Moscou et violent les statuts de l'I.S.R. qui ne comportent pas pour le syndicalisme français une liaison organique entre l'organisme syndical et le Parti communiste. Ces disciplines de fer, depuis l'adhésion de la C.G.T.U. à l'I.S.R., usent ouvertement d'une liaison encore plus intime entre les deux organismes allant jusqu'à la complète fusion de l'organisme syndical et du parti politique communiste.

Vous désirez une preuve ? La voici :

Une séance à l'U.D. de Strasbourg

Sont présents les délégués réguliers de l'Union départementale et quelques camarades des syndicats neutres, tous membres du Parti communiste, sauf ma propre personne. Mais est présent, également, le secrétaire du Parti communiste de la Fédération du Bas-Rhin.

La séance ouverte, on discute de la vie intérieure de l'organisation, en faisant allusion au dernier échec subi par le retour d'un syndicat neutre au camp réformiste. La discussion s'engage sur la question d'entraîner réciproquement un autre syndicat neutre au camp unitaire. Cela est très naturel. Mais le camarade responsable de cette corporation, membre du Parti, se défend contre la proposition faite et demande le maintien du statu quo par prudence. Son contradicteur, plus farouche communiste, voyant seulement dans l'adhésion du camarade une manœuvre, demande au nom des 21 articles de l'Internationale communiste, l'obéissance stricte du camarade à ces articles, faisant valoir la valeur absolue desdits articles pour chaque syndiqué adhérent au Parti communiste. Nouvelle défense du camarade en cause. Nouvelle intervention des camarades communistes en observant qu'il est un devoir obligatoire d'être, avant tout autre souci, communiste et d'obéir par discipline aux lois du Parti. Et pour renforcer leur attitude dictatorial, ces camarades communistes implorent le secours du secrétaire présent du Parti communiste pour qu'il donne son avis comme secrétaire du Parti et fasse valoir son droit de chef suprême vis-à-vis de ce membre résistant. Et celui-ci ne manque pas de rappeler les articles visés du Parti et, faisant allusion à l'obéissance stricte de chaque membre du Parti, le secrétaire du Parti demande à son camarade en cause de travailler de toutes ses forces pour entraîner au plus vite son syndicat au camp unitaire. Nulle intervention, nulle préoccupation syndicaliste de ce camarade ne peut ébranler la décision prise. Le chef du Parti a donné un ordre, il faut obéir.

Que devient, dans tout cela, l'autonomie syndicale ?

Voici un autre exemple. Sur la question de la presse, tous les camarades présents du Parti communiste sont rappelés au devoir de faire toute œuvre de propagande pour le Parti et surtout pour l'organe du Parti communiste. Un camarade déclare même qu'il n'y a aucune distinction entre le Parti et les Syndicats unitaires et en conséquence qu'il est un devoir obligatoire pour chaque membre du Parti adhérent à un syndicat unitaire de travailler de toutes ses forces dans son syndicat au renforcement du Parti et au développement de sa presse. Des bulletins d'adhésion et d'abonnement de presse sont en tout temps à la disposition des demandeurs. Le même camarade, camarade Mohn des Cheminots, s'élève violemment contre la conception de l'Anarchisme et du Syndicalisme pur et met en garde les camarades du Bâtiment contre leur organe corporatif édité par leur Fédération à Paris.

Essant vite sur les autres questions à l'ordre du jour, on vient aux questions diverses. Un camarade soulève la question de deux secrétaires d'un syndicat, tous deux du Parti communiste et demande de mettre fin à ces querelles stériles, en faisant appel à l'arbitrage suprême du secrétaire présent du Parti. Soit ironie, soit

bêtise, un autre camarade communiste fait remarquer que c'est là une question purement syndicale. Mais on lui réplique sans hésitation : syndicale ou non, cette question dépend seulement du jugement du Parti, c'est-à-dire de ses représentants qualifiés, car il s'agit d'un camarade qui a commis le crime de désobéir aux statuts du Parti en ce qui concerne la question syndicale. Sans aucun doute, un camarade communiste dans un syndicat doit obéir rigoureusement aux ordres de son Parti pour toutes les questions, ou il n'a plus le droit de s'appeler communiste et est, purement et simplement, expulsé comme traître à la classe ouvrière.

Le secrétaire du Parti interpellé, se prononce en ce même sens et promet d'aplanir la querelle ou, en cas de révolte persistante du membre accusé, qui n'est pas présent, de lui faire foutre le camp du Parti communiste et, par conséquent, de son poste de secrétaire du syndicat.

La séance est close. C'était une bonne œuvre d'éducation communiste ! Mais qui veut nier encore la subordination du mouvement syndical au Parti communiste ? Qui croit encore aux engagements pris à Moscou pour sauvegarder l'autonomie du mouvement syndical français, au moment où nous voyons en Alsace-Lorraine les camarades du Parti communiste maîtres absolus des Conseils syndicaux, des Comités et de toutes autres institutions intérieures des syndicats ?

Le jeu est trop clair. Dans le début, il était tout à fait inopportun de jouer ouvertement cartes en mains. D'abord il fallait renforcer sa propre position en faisant tenir les postes responsables au sein des syndicats par des camarades du Parti. Puis, au moment opportun, c'est-à-dire quand on fut sûr de la majorité absolue, le masque fut brutalement jeté. Mais, de maintenant, dans des départements et régions comme la nôtre où les adhérents du Parti ont cette majorité absolue, on n'a plus aucune gêne, ni aucun scrupule. On dévoile ses intentions intimes, on use d'un franc cynisme qui ne prendrait pas ailleurs — à Paris, par exemple.

Et on nomme cela l'autonomie absolue du syndicalisme français. En vérité, c'est la plus grande duperie et le plus ignoble sophisme dont on puisse user pour maintenir le pouvoir politique du Parti communiste.

Que tous ceux qui ont encore un peu de souci de l'autonomie syndicale veulent tirer un bon enseignement de ces faits et renforcer leur lutte pour l'indépendance du syndicalisme contre tout parti politique. Que tous les défenseurs de la liberté absolue du syndicalisme réalisent une entente vraiment libre, afin de défendre l'émancipation réelle des travailleurs qui doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Et maintenant, un mot sur la morale communiste des adhérents du Parti communiste. Très étonné de voir figurer le nom de Mourer au compte rendu du dernier C.C.N. paru dans l'Humanité, tous les vrais syndicalistes d'Alsace-Lorraine se sont demandés avec nous comment le nom de Mourer a pu prendre part au C.C.N. et à dire, des interventions de haute moralité. Ce Mourer était désigné comme secrétaire de l'Union des Syndicats de chemins de fer en Alsace-Lorraine. En outre, à notre connaissance, aucune assemblée de l'U.D. du Bas-Rhin, à moins qu'on ait fait une assemblée secrète et antislitaire, n'avait désigné ni Mourer, ni un autre camarade comme représentant qualifié de notre U.D. au C.C.N. Mais, de toute façon, pour sauvegarder le strict minimum de morale, nous, syndicalistes d'Alsace, protestons énergiquement contre le fait qu'un « camarade » ait représenté le syndicalisme alsacien à Paris. Malgré son farouche attachement au Parti communiste et sa valeur intellectuelle et sophiste professionnelle, ce Mourer manque d'une qualité primordiale pour un militant : la moralité. Car tout membre « distingué » qu'il puisse être du Parti communiste, du moment qu'il veut jouer un rôle prépondérant dans la vie syndicale, le militant doit posséder une morale irréprochable, propre et saine. Sans cela, il n'a pas, d'après notre conviction, le droit de jouer le rôle de guide des consciences et de leur donner des leçons de moralité syndicaliste. Or, c'est bien le cas du secrétaire de l'Union des chemins de fer d'Alsace-Lorraine.

Quand un camarade révolutionnaire a fait un « faux », pas susceptible de lui faire perdre la confiance prolétarienne, il ne doit plus prétendre marcher aux premiers rangs du mouvement ouvrier. Mais que devons-nous penser du Parti communiste qui, en pleine connaissance de cause, sauvegarde et défend un tel manouvrier, un tel flibustier dans nos organisations ?

C'est la morale future ? Pauvre mouvement, triste rénovation des mœurs humaines ! Or, quelle raison suprême est en jeu pour que l'on protège un tel « camarade » au sein même du mouvement ouvrier ?

Nous avons attendu jusqu'à aujourd'hui pour régler cette affaire malpropre à nos yeux, entre syndicalistes d'Alsace, mais ne recevant satisfaction ni du Parti communiste, ni en pleine connaissance des faits en cours au temps de la direction de Frossard, ni des responsables de notre mouvement syndical local, syndicalistes libres, nous crions aujourd'hui publiquement « casse-cou ». Prenez garde à cet individu suspect !

On va nous reprocher encore de faire des questions de personnes. Mais peut-on faire autrement quand des êtres faibles et des arrivistes de tout acabit, s'abattent sur notre organisation de classe afin de la dénaturer, de l'aménager ou de la faire servir à leurs intérêts de parti ?

Quant à nous, ne nous démontons pas et crions encore une fois : « Casse-cou ! Vive l'autonomie syndicale, condition essentielle de la libération des travailleurs ».

L. SCHMITT.

Comité de Défense Syndicaliste

CAMARADES,

Le Syndicalisme est plus que jamais en danger

Son action est détournée de ses buts traditionnels, au bénéfice d'organisations extérieures.

De nombreuses manifestations, venant du Parti Communiste, confirment nos craintes et nous font un devoir de parler au péril.

Si vous croyez à la valeur révolutionnaire du Syndicalisme et si vous voulez le libérer de toutes les tutelles, vous viendrez tous au

MEETING

qui aura lieu
Mercredi 11 avril, à 20 h. 30
33, rue de la Grange-aux-Belles

où des camarades développeront leurs raisons sur ce sujet.

Orateurs :
BESNARD — TOTTI — SALVATOR
MONIER — CHAYOT — ARGENCE

La contradiction sera admise, mais la perturbation ne sera pas tolérée.

La C.E. du C.D.S.

Le faux de Hambourg

La Commission exécutive du Département, la Commission exécutive du National du Comité de Défense syndicaliste, réunies le vendredi 23 mars 1933, appelées à discuter sur les attaques portées contre les secrétaires, les camarades Besnard et Lemoine, concernant le faux de Hambourg et voyant dans cette machination l'œuvre traditionnelle de toutes les polices, leur donne toute latitude pour pousser les investigations nécessaires afin de rechercher l'origine de ce faux et les motifs réels pour lesquels il a été fabriqué.

Les deux C.E. se solidariseront entièrement avec eux dans l'action qu'il sera nécessaire de mener à cet effet.

La C.E. Départementale du C.D.S.
La C.E. Nationale du C.D.S.

Un ordre du jour du Comité départemental

En présence de la violation par la C.E. et le Bureau confédéral du Comité de Défense syndicaliste de Saint-Etienne et du Comité confédéral national des 5 et 6 mars dernier ;

Le C.D.S. départemental de la Seine rappelle à tous les syndiqués, à toutes les organisations de la C.G.T.U. :

1° Que la résolution dite *Monmousseau*, votée par le C.C.N., déclare que l'accord d'action doit être réalisé circonstanciellement entre toutes les forces révolutionnaires du pays, et cela sans distinction ni exception ;

2° Qu'en application de ces dispositions et en présence d'un péril certain, le C.C.N. a décidé d'élargir le Comité de Défense syndicaliste, en y intégrant tous les militants, condamnant ainsi la constitution d'un comité d'action auquel ne participaient que le Parti communiste et la C.G.T.U.

En conséquence, le C.D.S. constate que la C.E. de la C.G.T.U. n'a pas convoqué, comme le prescrivaient les décisions du C.C.N., les organisations révolutionnaires. Il constate en outre que le bureau confédéral a cru devoir renvoyer à l'examen de la C.E. et jusqu'après la conférence de Francfort, les demandes d'adhésion au Comité d'action formulées par deux organisations qui, en présence de l'aggravation du péril guerrier, ont offert spontanément leur concours.

Considérant qu'une telle attitude de la part de la C.E. et du Bureau confédéral constitue non seulement une violation flagrante des décisions confédérales, mais encore caractérise nettement l'emprise du P.C. sur les syndicats et le fait que l'œuvre de la C.G.T.U. est en même temps qu'elle est la preuve formelle d'une dictature intolérable exercée par quelques hommes au service d'un parti sur toutes les organisations de la C.G.T.U.

En présence de ces faits incontestables, le C.D.S. de la Seine proclame une fois de plus le syndicalisme en danger.

Des maintenant, il demande à tous les militants, à toutes les organisations (syndicats, unions départementales et fédérations) de se dresser d'un seul bloc contre la majorité de la C.E. et du Bureau confédéral et de défendre avec la plus grande énergie l'autonomie et l'indépendance du syndicalisme libéré par l'organisme supérieur de la C.G.T.U.

En outre, en prévision du 1er mai, le Comité d'action achète va incontestablement lentement de conserver l'organisation au bénéfice exclusif du Parti communiste, le C.D.S. demande très instamment aux organisations de la Seine de protester auprès de la C.E. et du Bureau confédéral en même temps qu'il les supplie d'envoyer d'ores et déjà toutes les mesures propres à soustraire le syndicalisme à l'influence de tous les partis.

« Cas la dictature !

Vive le syndicalisme, toujours et quand même !

Le Comité départemental de la Seine.

La Vie de l'Union Anarchiste

Notre propagande en Province

Nous ne pouvons pas assez souvent nous occuper pour aller en province porter la parole anarchiste. Nous ne sommes pas assez riches pour cela. Cependant nous arrivons malgré nos faibles moyens à faire de la bonne propagande. Les gens d'Action Française disent que nous recevons de l'argent allemand ; d'autres, sur un ton fleuri, déclarent que les anarchistes sont payés par la réaction pour faire une telle propagande. Les uns et les autres peuvent continuer leurs ignobles insinuations, leurs mensonges, leurs calomnies. Cela ne nous empêchera pas de porter partout et chaque fois que nous le pourrons, la parole anarchiste. Encore une fois : les chiens aboient, la caravane passe.

A COURSAIS

A Courmais, le 18 mars, les camarades avaient organisé une manifestation pour commémorer la Commune.

L'après-midi fut une causerie entre camarades sur la Commune de Paris, celle de Marseille et celle de Narbonne.

C'était dimanche. Les camarades étaient venus nombreux et l'après-midi se passa très fraternellement.

Le soir un grand meeting était organisé pour protester contre la répression mondiale. Après avoir écouté les orateurs Olive et Respaud, il fut décidé d'aller manifester dans la rue. Au nombre de 700 les Courmaisais parcoururent la petite ville aux cris de : « A bas la guerre ! Vive l'annuité ! Vive la Commune ! »

A PERPIGNAN

Le mardi 20 mars était organisé à Perpignan un meeting contre la répression mondiale. Tout d'abord nous eûmes un fléau, heureusement il n'en fut pas ainsi, les auditeurs quoique avertis un peu tard étaient au nombre de 350 à 400.

Plusieurs orateurs prirent la parole : Michel Marty, Causse, Olive, Respaud.

Les uns après les autres dénoncèrent les injustices des gouvernements du monde entier et protestèrent énergiquement contre la répression mondiale qui nous enlève nos meilleurs camarades qui vont agoniser dans les bastilles des différents pays.

A l'issue de la réunion de Perpignan une discussion s'engagea entre les néo-communistes et les camarades anarchistes, discutant sur le rôle du parti communiste. Les camarades de Perpignan demandèrent aux communistes de bien vouloir accepter une controverse, profitant de mon passage à Perpignan, les communistes ne voulurent rien accepter ce soir-là, ils refusèrent catégoriquement ; ce ne fut que le samedi, c'est-à-dire deux jours après, qu'ils furent venus à de meilleurs sentiments, seulement c'était trop tard, la controverse ne pouvait avoir lieu à cause de mon départ.

A ESTAGEL

Le lendemain du meeting de Perpignan, le 21 mars, je me décidai à aller donner à Estagel, en Ariège, une conférence dans le village, j'allai demander si la salle de la mairie était libre pour ce soir-là ; la salle était retenue, la conférence ne put avoir lieu que le lendemain jeudi 22 mars.

A Estagel les anarchistes ont beaucoup de sympathie. Avant la guerre il y existait un groupe d'une trentaine de camarades.

Le soir 300 travailleurs vinrent écouter ma conférence ; ils étaient très attentifs, car depuis longtemps la parole anarchiste n'avait pas été entendue dans le village.

Avant ma conférence j'ai causé avec plusieurs camarades sur la situation du monde entier et l'entretien était assez froid. Il n'en fut pas de même quand j'eus fait mon exposé ; alors je sentis se réveiller chez les camarades d'Estagel une bonne sympathie. A la sortie nous parlâmes ensemble pendant longtemps et je suis reparti d'Estagel heureux d'avoir rencontré des hommes qui, malgré notre accord sur certaines questions, aiment la discussion et reconnaissent la vérité.

A RIVESALTES

Je donnai ma conférence à Rivesaltes le vendredi 23 mars. Malgré la pluie qui tombait depuis l'après-midi, 400 travailleurs étaient venus écouter les trois orateurs anarchistes. Rivesaltes comprend une section communiste assez importante, la aussi on connaît peu les idées anarchistes. L'auditoire fut très calme, je pus faire mon exposé sans être interrompu. Comme d'habitude je fis appel à la contradiction, un communiste y répondit, cela me permit de donner des explications supplémentaires, de comparer le principe communiste autoritaire et le principe libertaire. La discussion garda un caractère fraternel et je partis de Rivesaltes emportant un bon souvenir de mon contradicteur.

Notre propagande sera féconde dans le département des Pyrénées-Orientales. Les conférences suivies donneront de bons résultats.

ENCORE A COURSAIS

Je revins à Courmais sur l'insistance des camarades pour faire cette fois une conférence le mardi 27 mars.

Le public est toujours nombreux et si

parfois les politiciens ne peuvent pas parler, les anarchistes sont écoutés. La encore j'ai développé le point de vue anarchiste ; une question inévitablement posée au sujet de vote, j'ai converti une parenthèse pour répondre et j'ai dit ce que je pense des politiciens.

La contradiction au sujet du vote me fut apportée par un socialiste ; je fis une seconde fois le procès de la politique en niant la valeur du bulletin de vote. Les socialistes, maintenant, leur pat de vue, se laisseront entraîner à des déclarations osées, ce qui occasionnera un tumulte dans la salle. Cependant la réunion se termina dans le calme après les explications de chacun.

A LEZIGNAN

Ma dernière conférence fut pour Lezignan, village peu révolutionnaire, pour par les politiciens ; malgré cela 200 personnes étaient venues à la réunion qui fut très satisfaisante. L'auditoire était recueilli, la parole anarchiste y fut appréciée ; cela promet pour les nouvelles conférences.

Ces trois jours ont été très intéressants, si le mouvement anarchiste n'est pas riche cela est dû à nos moyens restreints pour faire de la propagande. Mais on est heureux partout où l'on passe de trouver des camarades qui vous reçoivent les mains tendues, le cœur ouvert, cela inspire la franchise et la loyauté. Nos adversaires auront beau critiquer, nous continuerons notre propagande sans nous lasser et si notre bourse ne nous permet pas de faire des tournées comme les grands manitous, nous les ferons quand même, car nous aurons partout des camarades solidaires prêts à nous recevoir. Nos tournées deviendront plus fréquentes et ainsi, parcourant le pays pour y exposer nos théories, notre propagande deviendra florissante, nous serons au printemps de l'anarchie !

A RESPAUT.

La vente dans la rue

Allons, les copains, de l'énergie ; il ne faut pas que le bel élan du début s'amolisse. Que de nouveaux camarades viennent faire leur effort au notre. Que de nos amis les « on-dissements » notre LIBERTAIRE soit crié.

Pour le 1er Mai

Nous préparons, pour le 1er mai, un numéro spécial. Que tous les camarades délégués de groupes et dépositaires du journal fassent parvenir leurs commandes au plus tôt à Soustelle, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).

L'Ecole du Propagandiste

Les cours de l'Ecole du Propagandiste ont lieu à la Maison Commune, 49, rue de Bretagne (métro Temple).

Dimanche 8 avril, à 10 heures du matin, cours d'Histoire de la Philosophie, par André Colomer ; Les Philosophes naturalistes de l'école.

Dimanche 15 avril, à 9 heures du soir, cours de français (orthographe, syntaxe et composition), par un camarade instituteur.

Fédération des Jeunesses Anarchistes

LE JOURNAL DOIT PARAÎTRE

Au premier mai de chaque année le peuple manifeste son mécontentement. Par ce fait, une certaine agitation règne et c'est là, nous le croyons, une occasion propice pour propager l'anarchisme, pour faire connaître ceux qui n'ont pas hésité à se sacrifier en se révoltant contre la tyrannie. C'est pour cela, que nous avons eu l'idée de vouloir faire paraître notre journal avant le 1er mai, plusieurs appels ont déjà été lancés, nous espérons que nous aiderons pécuniairement, quelques-uns y ont répondu, mais il faudrait que tous les compagnons y répondent ; et si comme nous, lecteurs de ces lignes, vous avez le désir ardent de voir se renouer la jeunesse, vous n'hésitez pas un instant à nous venir en aide. Encore une fois, le 1er mai approche et avec lui la répartition de la Jeunesse Anarchiste. Adressez lettres et mandats-carter à Pierre Odou, 9, rue Louis-Blanc, Librairie Sociale, Paris (10^e).

QUELQUES CONFÉRENCES

Vendredi 6 avril. — La conférence A. Blanc, sur : « Mon anarchisme », est renvoyée à une date ultérieure par suite de la conférence Chusoff, grande salle de la Bellevilloise, rue Boyer. Tous, ce soir, à la réunion qui ne manquera pas d'être intéressante.

Vendredi 14 avril. — Conférence Respaud sur : « Les forces de révolution ».

Vendredi 20 avril. — Conférence Flotter, sur : « La franc-maçonnerie ».

Vendredi 26 avril. — Conférence Salvator Schiff, sur : « L'Isen ».

Fédération Anarchiste du Sud-Est

AVIS AUX TOHEKISTES LYONNAIS

Des travailleurs, sincères, certes, ont (nous en avons la preuve) été fanatisés par leurs politiciens afin d'entraîner la propagande anarchiste par des méthodes qui ont fait leurs preuves en Russie au pays du fascisme et parmi les apaches du Roy.

Tels leurs émules moscovites, la vérité gêne nos aspirants commissaires du peuple ; l'ampleur de leur jargon grossier, du mouvement anarchiste dans la région ne doit évidemment pas être de leur goût et ils croient, par des coups de matraque, diminuer l'activité de nos propagandistes.

Les anarchistes ont, pour principe, de s'affaiblir aux causes et non aux effets ; par conséquent, si un de nos amis est molesté par un tel rouge racole dans le troupeau communiste, nous répondrons à nous adressant à ceux qui, consciemment par des insinuations habiles, des mensonges, auront été la cause de la stupéfaction de quelques bons bourgeois auxquels nous ne désirons aucun mal, mais à qui nous demandons de se souvenir que les anarchistes n'ont pas l'habitude de se laisser malmener.

A bon entendeur, salut.

QUYOMARD.

Préparant une tournée de propagande dans le sud-est, nous demandons aux camarades des localités suivantes de se mettre en rapport avec nous pour nous faire connaître les conditions de leur situation ; son prix de location ; 1° Si l'existence d'une salle pouvant être mise à notre disposition ; 2° Le nombre d'adhésions qu'il est utile d'apporter pour une publicité convenable.

Saint-Etienne, Vienne, Oullins, Valence, Roanne, Mâcon, Villefranche-sur-Saône, Givors, Quyonax, Grenoble, Ambérieu, L'Arbresle, Die, Villeurbanne.

Ecrire au siège de la F.A. du Sud-Est, 17, rue Marignan, Lyon.

A ROMANS

Le directeur de l'Hôpital de Romans a une singulière façon de traiter les travailleurs, c'est ainsi que deux « hospitaliers » viennent de perdre leur place, grâce à la mauvaise foi et à la vindicte de ce fonctionnaire « modèle ».

Sur plainte d'une infirmière stylée par lui, sans doute, le directeur de l'Hôpital de Romans téléphone immédiatement, sans enquerir lui-même, au commissariat de police et le fait mettre en état d'arrestation un camarade au moment où, ayant achevé son service, il se préparait à rentrer chez lui.

La campagne de cet homme, inquiet de ne pas le voir venir, alla aux renseignements chez l'infirmière chef de service qui, à la suite d'une simple discussion, porta plainte injustifiée contre elle pour coups et blessures.

A la suite de ce « scandale » provoqué, le

conseil d'administration de l'établissement vota le renvoi des deux travailleurs — le camarade et sa compagne — tous deux employés à l'hôpital.

Cependant, devant le tribunal de simple police, la bonne foi des congédiés fut reconnue puisque les plaignants furent déboutés de leur plainte.

Qu'attend-on pour réintégrer nos deux camarades et pour rappeler M. le directeur de l'hôpital à un plus juste sentiment de la justice ?

Gélibert.

Fédération Anarchiste du Sud

A AIX

Un de ces jours derniers, dans la salle « Comedia », la Ligue des Droits de l'Homme donnait une réunion « Pour la République » sous la présidence de Pellegrin, conseiller général, assisté de Jean Mareschal et de Léon Baylet.

Plus de 500 personnes se trouvaient réunies. Le citoyen Baylet nous fit un discours politique-général dans lequel il conclut les nationalistes à Metz-nous à la place du Bloc national et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Avant fait appel aux contradicteurs, il eut l'air surpris de voir surgir le camarade Mayoux, qui fustigea de main de maître nos ligues. Mayoux leur rappela l'histoire de la Ligue des Droits de l'Homme pendant la guerre, il leur dit que pour Collin il n'avait encore rien fait de sérieux, ni pour Rolland, ni pour Jane Morand, ni pour Sacco et Vanzetti. Enfin il leur rappela qu'il même, à Aix-en-Provence, il y avait dans la Maison Centrale un jeune homme de vingt ans emprisonné pour un poème, condamné deux fois pour le même « délit » d'opinion, sans confusion de peine. « Que nous-vous pour Viala ? », déclara Mayoux, toujours sûr de lui, « toujours ! » Et quand le contradicteur déclara que seule l'action directe du prolétariat pouvait obtenir l'annulation, il lui siffla par tout la salle, à la confusion des membres du bureau.

La séance fut levée aux cris de : « Vive l'Anarchie ! Vive Collin ! Vive Germaine Barton ! »

CONVOICATIONS

PARIS & BANLIEUE

Groupe Anarchiste du 17^e Arrondissement

Mardi 10 avril, à la Maison des Syndicats 172, rue Legendre, à 20 h. 30

MEETING PUBLIC ET CONTRADICTOIRE

Contre tous les Militarismes

Orateurs :
Fister, Féraudel, Boudoux, Respaud, etc.

Entrée libre

COMITE D'INITIATIVE

Mardi, réunion au local habituel.

Groupe des 10^e, 11^e, Pantin-Aubervilliers.

Samedi 7 avril, à 20 h. 15, réunion du groupe. Le camarade Respaud fera une causerie dans la salle de la Coopérative, 122, rue de Crimée.

Groupe anarchiste du 13^e.

Vendredi 6 avril, à 20 h. 30, causerie entre camarades. Que tous les copains soient présents. Le secrétaire de la Muse du 13^e est spécialement convoqué.

Groupe anarchiste du 17^e.

Le groupe se réunit tous les vendredis, 52, rue Balagny, à la Famille Nouvelle, à 20 h. 45. Vendredi 7 avril, causerie par un camarade. Les copains sont invités à venir nombreux pour l'organisation de notre meeting du 10, rue Legendre.

Groupe anarchiste du 18^e.

Réunion jeudi 5 avril, à 20 h. 30, salle Herminier, 77, boulevard Barbes.

Dernières dispositions à prendre pour l'organisation du meeting. Discussion sur un plan de conférences par quartiers.

Groupe de Puteaux.

Réunion du groupe, samedi soir 7 avril, à 20 h. 30, restaurant Chez-Nous, 33, boulevard Richard-Vaughan. Causerie par le camarade Souverville. Sujet traité : Individualisme et Anarchie.

Groupe d'études sociales de Lagny.

Aux camarades de Lagny et environs. Les camarades sont priés de venir nombreux à la réunion de samedi 14 avril, chez Richert, à Thorigny.

Groupe de Bezons.

Réunion du groupe tous les mercredis à 8 h. 30, salle de l'ancienne mairie, place de la République.

Groupe libertaire d'Ivry.

Dimanche 8 avril, rendez-vous à la gare, le train est à 13 h. 31. Mardi 10 avril, à 20 h. 30, chez Krebs, 77, rue Parc, causerie par un copain sur « Le Cerveau ».

Le copain d'Orly qui voulait se mettre en relations avec le groupe se doit de donner son adresse au camarade Raymond, 50, avenue Jean-Jaures, Ivry-sur-Seine.

PROVINCE

Groupe de Lens. — S'invitent tous à compagnie libertaire à Lens, et d'informé à venir à la réunion de l'organe libertaire qui se réunira samedi 14 avril, à 20 h. 30, chez M. Mary, rue Faidherbe.

Groupe anarchiste de Lyon.

Mardi 10 avril, à 20 h. 30, commission du « Réveil Libertaire ».